

**PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES 2007
ETAT D'EXECUTION**



PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES

2007

ETAT D'EXECUTION

SOMMAIRE

TAUX DE REALISATION DES ACTIONS	9
INTRODUCTION	11
I - ELABORATION DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES ET PROCEDURES D'EVALUATION	15
1 - Elaboration du Plan d' Actions Stratégiques	17
2 - Procédures d' évaluation	17
3 - Principe d' évaluation	18
II - RESULTATS OBTENUS	19
1 - Résultats obtenus par objectif spécifique	21
2 - Synthèse des réalisations par objectif	28
TABLEAUX SYNOPTIQUES DES REALISATIONS	28
1 - Définir une politique économique réaliste s'inscrivant dans l' anticipation et la proaction	31
2 - Elaborer et conduire une politique budgétaire axée sur la performance	35
3 - Affirmer la mission de surveillance et de protection du territoire économique national	40

4 - Approfondir les réformes destinées à la relance de l'activité économique	44
5 - Optimiser la gestion du portefeuille et de la trésorerie de l'Etat, confirmer la présence de l'Etat sur les marchés monétaire et financier et améliorer le niveau de bancarisation de l'économie	50
6 - Renforcer les actions d'innovation des structures sous tutelle	54
7 - Contribuer à la sécurisation de l'environnement des affaires	69
8 - Fiabiliser le système d'informations économiques et financières	71
9 - Mettre en œuvre les formations identifiées et améliorer les politiques de renforcement des capacités	74
10 - Améliorer qualitativement la gestion administrative	78
TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS	86
III - DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS	87
1 - Difficultés rencontrées	89
2 - Recommandations	90
CONCLUSION	93
LISTE DES ABREVIATIONS	97

TAUX DE REALISATION : 58,83%

INTRODUCTION



31 décembre 2007 marque le terme de la réalisation des actions inscrites au **Plan d'Actions Stratégiques** dont le Ministère de l'Economie et des Finances s'est doté pour conduire efficacement les missions qui lui sont assignées.

Conformément aux orientations données au cours du séminaire-bilan, tenu à Yamoussoukro le 11 janvier 2007, ce document répertorie les actions novatrices des services et structures sous tutelle, permettant d'apporter l'appui nécessaire aux programmes de sortie de crise, d'assurer le fonctionnement de l'Administration, de respecter les engagements financiers de l'Etat et de relancer les activités économiques sur l'ensemble du territoire.

Articulé autour de dix (10) objectifs spécifiques, cet outil de gestion impose la culture de l'auto-évaluation. A cet égard, il a fait l'objet d'une première évaluation effectuée à mi-parcours, c'est-à-dire le 30 juin 2007.

Le présent document retrace les résultats de l'évaluation finale au 31 décembre 2007. Il prend en compte les procédures d'élaboration et d'évaluation du plan, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les enseignements à tirer afin d'améliorer la mouture et la mise en œuvre du Plan d'Actions Stratégiques 2008.

Les résultats présentés ci-après sont le **reflet des actions conjuguées de l'ensemble des structures du Ministère**. Il s'agit du Cabinet du Ministre, des services rattachés au Cabinet (Direction des Affaires Administratives et Financières, l'Inspection Générale des Finances), des cinq Directions Générales (Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, Direction Générale des Impôts, Direction Générale des Douanes, Direction Générale du Budget et des Finances, Direction Générale de l'Economie) et des structures sous tutelle (Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire, Banque Nationale d'Investissement, Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, Loterie Nationale de Côte d'Ivoire, Société Nationale de Développement Informatique, Fonds de Développement de la Formation Professionnelle, Fonds National de Solidarité à la Promotion d'Emplois Jeunes).

I - ELABORATION DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES ET PROCEDURE D'EVALUATION

I.1 - ELABORATION DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES

Le Plan d'Actions Stratégiques 2007 est l'émanation des orientations données par le Ministre et les propositions faites par les services. Le Cabinet du Ministre fait un arbitrage pour retenir les actions dont la contribution est significative à la réalisation des objectifs assignés au Département par le Gouvernement.

Les actions identifiées ont été réparties entre dix (10) objectifs spécifiques, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif global qui est d'«approfondir le processus de modernisation du mode de gestion des politiques économiques et financières pour accompagner les programmes de sortie de crise ».

I.2 - PROCEDURE D'EVALUATION

L'évaluation du Plan d'Actions Stratégiques est basée sur les preuves de réalisation des actions spécifiques. En effet, à chaque action concrète, correspond un objectif mesurable, la structure responsable, la date butoir de mise en œuvre, les indicateurs de mesure, les preuves de réalisation et les barèmes de notation.

L'équipe d'évaluation comprend :

- des membres du Cabinet du Ministre ;
- des représentants des cinq Directions Générales, de l'Inspection Générale des Finances, de la Direction des Affaires Administratives et Financières et de la Société Nationale de Développement Informatique, appelés « points focaux ».

Au cours des séances d'évaluation, chaque structure concernée présente à l'équipe les pièces justificatives de la mise en œuvre de ses actions. Ces séances sont ouvertes à toutes les autres structures, afin de préserver la transparence.

A la fin des présentations des structures, une réunion d'harmonisation des données et des notes est organisée pour la validation des résultats par toutes les parties.

I.3 - MODALITES D'EVALUATION

Les actions sont notées sur la base du barème fixé dans le Plan d'Actions Stratégiques et des preuves fournies par les structures.

Ainsi, la note finale d'une action concrète est le résultat d'un consensus au sein de l'équipe d'évaluation sur la recevabilité de la preuve. Sur cette base, se déduit la note d'un objectif spécifique qui est la moyenne arithmétique simple des notes de ses actions concrètes.

Enfin, le taux de réalisation global s'obtient en faisant une moyenne pondérée des notes des objectifs spécifiques, en prenant comme coefficient de pondération, le nombre d'actions concrètes par objectif.

II - RESULTATS OBTENUS

II.1 - RESULTATS OBTENUS PAR OBJECTIF SPECIFIQUE

Objectif 1 : Définir une politique économique réaliste s'inscrivant dans l'anticipation et la proaction

Cet objectif vise à renforcer la veille stratégique et à impulser des réformes macroéconomiques. Le but ici est de franchir l'étape des constats, pour s'engager, avec détermination, dans une approche d'anticipation et d'orientation susceptibles de conduire, par la prise de mesures idoines, à l'inversion de tendances des indicateurs macroéconomiques défavorables.

Il connaît un taux de **réalisation de 59,09%**. En effet, pour onze (11) actions inscrites, seulement trois (3) ont été totalement réalisées tandis que trois (3) n'ont pas connu un début de réalisation.

Remarque : d'importantes actions comme les réunions trimestrielles avec les opérateurs économiques sur les mécanismes et instruments de financement régionaux et la mise à jour du document dénommé « réflexion prospective 2010 » de l'administration fiscale, n'ont pas été entamées.

Objectif 2 : Elaborer et conduire une politique budgétaire axée sur la performance

A travers cet objectif, il s'agit d'instaurer une nouvelle approche de pilotage budgétaire basée sur des résultats à atteindre clairement définis. L'adoption d'une telle approche doit permettre d'accroître l'efficacité des dépenses et de la politique budgétaire dans son ensemble. Dans cette optique, la priorité sera accordée aux dépenses ayant plus d'impacts directs et mesurables sur les populations.

Moins d'une action sur trois (38,0%) a été réalisée. On note que sur vingt (20) actions prévues, quatre (4) ont été entièrement réalisées. A contrario, onze (13) ont été amorcées et trois (3) n'ont pas été entamées.

Remarque : des actions significatives comme la rédaction d'un manuel de procédures de gestion de crédits en régie et leur régularisation dans le SIGFiP et la création d'un Comité de loi de règlement n'ont pas été amorcées.

Objectif 3 : Affirmer la mission de surveillance et de protection du territoire économique national

Il s'agit, à travers cet objectif, d'identifier et de mettre en œuvre, sans retard et sans faiblesse, des mécanismes appropriés pour protéger le territoire économique national et favoriser l'essor des activités locales à même d'impulser un dynamisme nouveau au pays. Les années de crise dont la Côte d'Ivoire a souffert commandent cet ajustement opérationnel tout en restant dans le cadre de la réglementation communautaire. L'économie de marché ne saurait être une prime à la contrebande et à la contrefaçon.

Plus de la moitié (**52,73%**) des actions prévues a été réalisée. Pour onze (11) actions inscrites, trois (3) ont été effectivement mises en œuvre, sept (7) partiellement réalisées et une (1) non entamée.

Objectif 4 : Approfondir les réformes destinées à la relance de l'activité économique

Cet objectif vise à créer les conditions d'une amélioration du cadre d'exercice des activités économiques, tout en garantissant un meilleur rendement des services fiscaux, la poursuite de la modernisation de l'Administration fiscale et le raffermissement du dialogue instauré avec les opérateurs économiques.

Plus de deux tiers (**67,04%**) des actions ont été réalisées. Sur vingt sept (27) actions prévues, douze (12) ont été pleinement exécutées et cinq (5) restées en instance.

Remarque : certaines actions capitales comme l'achèvement de la réforme des services de promotion économique à l'étranger, la création de cinq (5) brigades de contrôle de la facture normalisée et la finalisation du projet de loi sur la réforme du cadastre, n'ont pas connu de début d'exécution.

Objectif 5 : Optimiser la gestion du portefeuille, de la trésorerie, confirmer la présence de l'Etat sur les marchés Monétaire et financier et améliorer le niveau de bancarisation de l'économie

Il s'agit, à travers cet objectif, d'améliorer davantage l'allocation des ressources disponibles pour qu'elles obéissent à l'exigence du financement, à bonne date, des engagements prioritaires de l'Etat.

Il vise, en outre, la réduction des importants arriérés de paiements intérieurs et extérieurs, accumulés du fait des difficultés de trésorerie.

Ceci permettra de satisfaire les contraintes internes et les exigences des partenaires au développement, de bénéficier de la réduction de la dette extérieure dans le cadre de l'initiative des Pays Pauvres très Endettés (PPTe) et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

Cet objectif enregistre un taux d'exécution de **54,55%**. Pour un total de onze (11) actions inscrites, cinq (5) ont été entièrement réalisées, une, pas du tout, et cinq (5) partiellement mises en œuvre.

Remarques : à ce niveau, l'une des actions importantes restée en suspens est l'installation du logiciel « enclave », pour la production de la comptabilité dans un délai d'un (1) mois, dans trois postes pilotes.

Objectif 6 : Renforcer les actions d'innovation des structures sous tutelle

L'objectif spécifique 6 vise à renforcer la cohésion et la coordination des actions des structures sous tutelle. Les réformes initiées par celles-ci, en vue de la réadaptation de leur cadre de gestion, doivent favoriser une plus grande efficacité des initiatives novatrices desdites structures.

Six actions sur dix (**60,76%**) ont été exécutées. Cet objectif qui comprend le plus grand nombre d'actions concrètes (66), a vu la pleine réalisation de trente deux (32) actions. A l'opposé, dix huit (18) n'ont pas connu un début de réalisation.

Remarque : il s'ensuit que de nombreuses actions d'innovation majeures demeurent non réalisées.

Objectif 7 : Contribuer à la sécurisation de l'environnement des affaires

Cet objectif vise à faire connaître les dispositions réglementaires dont l'application doit permettre de créer un environnement rassurant et d'accroître l'optimisme des opérateurs économiques sur les avantages de la destination Côte d'Ivoire. Il permet, à terme, la relance des activités économiques.

Cet objectif a le taux de réalisation le plus élevé (**78,57%**). Toutefois, ce taux doit être nuancé parce qu'il ne concerne que sept (7) actions inscrites. Cinq (5) actions concrètes ont été entièrement réalisées, une (1) partiellement réalisées et une (1) non exécutée.

Objectif 8 : Fiabiliser le système d'informations économiques et financières

Cet objectif vise à fiabiliser l'outil de décision que représente l'information économique et financière, au regard de l'implication des décisions de politique économique. Il renforce les bases permettant d'avoir des éléments d'appréciation et d'orientation de la politique économique correspondant effectivement à l'évolution des tendances et participe de l'intelligence économique indispensable à la prise de décisions appropriées.

Le taux de réalisation est de **73,64%**. Sur un total de onze (11) actions inscrites, sept (7) ont été entièrement mises en œuvre, tandis que deux (2) n'ont pas été entamées.

Remarque : Des actions comme l'acquisition d'un nouveau logiciel de prévision économique, la codification de postes comptables et le renforcement de la sécurité du système d'exploitation des données du site, n'ont pas été exécutées.

Objectif 9 : Mettre en œuvre des formations identifiées et améliorer les politiques de renforcement des capacités

Cet objectif vise à coordonner les actions de formation, à rationaliser et à mieux planifier les initiatives futures de renforcement des capacités, pour obtenir à terme, un meilleur rendement des ressources humaines du Département.

Il enregistre un taux d'exécution de **68,33%**. En effet, sur douze (12) actions prévues, sept (7) ont été entièrement réalisées, deux (2) partiellement mises en œuvre et trois (3) non entamées.

Objectif 10 : Améliorer qualitativement la gestion administrative

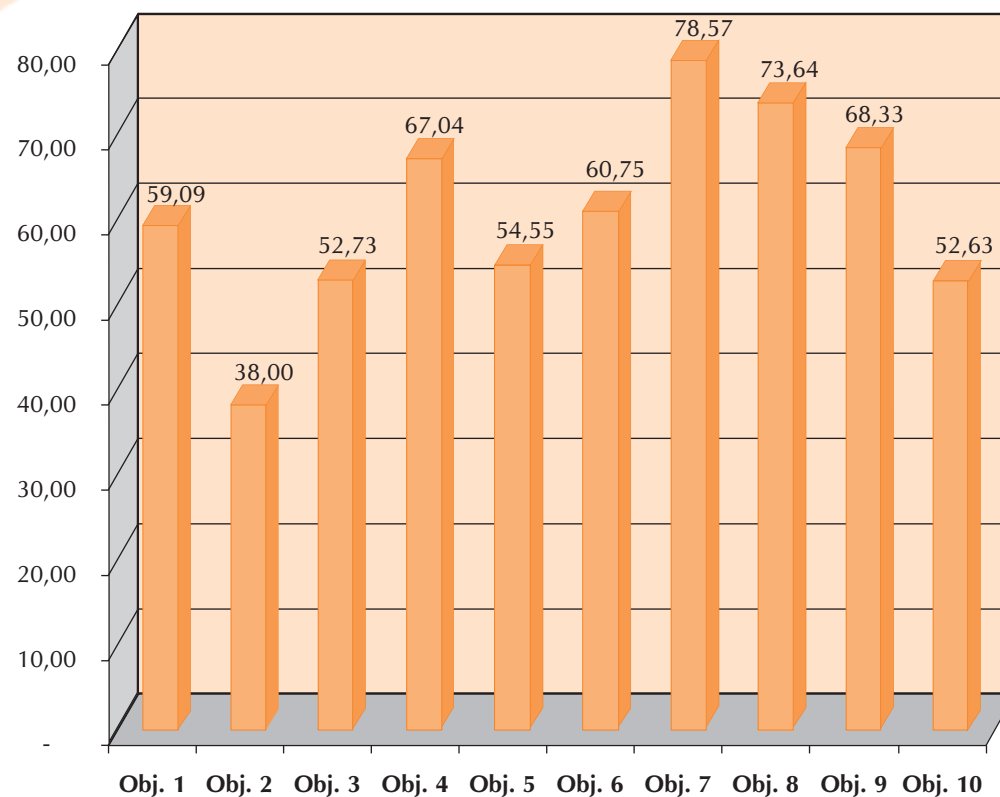
A travers cet objectif, il s'agit de moderniser les Administrations financières par la définition d'un cadre de travail cohérent, la gestion transparente des ressources humaines et le renforcement de la culture du contrôle.

La symbiose de ces éléments au sein des différents services contribuera à assurer à l'administration des finances, les arguments d'une amélioration continue de ses résultats.

Sur trente huit (38) actions programmées, quinze (15) ont été entièrement mises en œuvre, dix (10) partiellement réalisées et treize (13) non réalisées. Il en résulte un taux d'exécution de **52,63%**.

Le graphique ci-après permet de mieux apprécier le niveau de réalisation de chaque objectif.

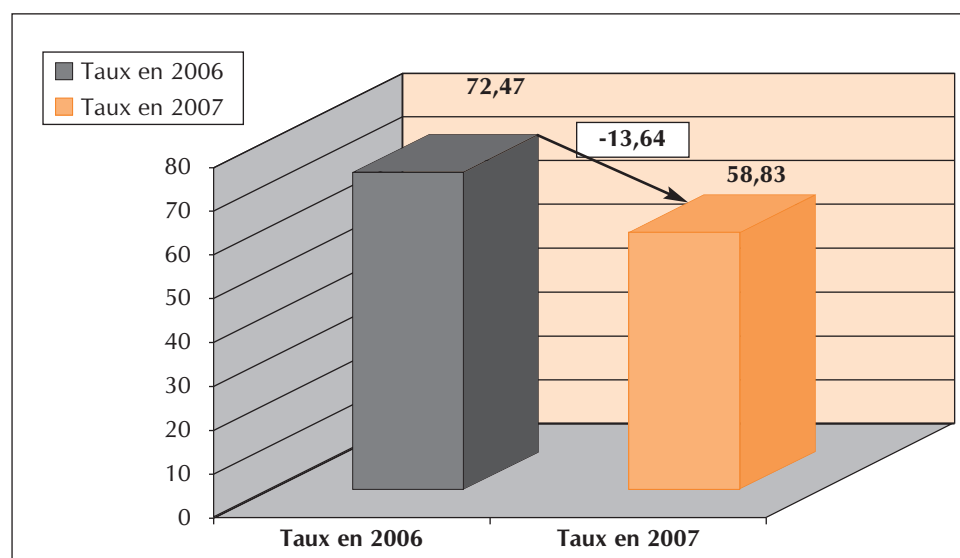
- **Obj 1** : Définir une politique économique réaliste s'inscrivant dans l'anticipation et la proaction
- **Obj 2** : Elaborer et conduire une politique budgétaire axée sur la performance
- **Obj 3** : Affirmer la mission de surveillance et de protection du territoire économique national
- **Obj 4** : Approfondir les réformes destinées à la relance de l'activité économique
- **Obj 5** : Optimiser la gestion du portefeuille et de la trésorerie de l'Etat, confirmer la présence de l'Etat sur les marchés monétaire et financier et améliorer le niveau de bancarisation de l'économie
- **Obj 6** : Renforcer les actions d'innovation des structures sous tutelle
- **Obj 7** : Contribuer à la sécurisation de l'environnement des affaires
- **Obj 8** : Fiabiliser le système d'informations économiques et financières
- **Obj 9** : Mettre en œuvre les formations identifiées et améliorer les politiques de renforcement des capacités
- **Obj 10** : Améliorer qualitativement la gestion administrative



Source : Données de l'évaluation au 31 décembre 2007

Le niveau de réalisation global est de 58,83%, avec un écart moyen de 8,24. En effet, sur les dix objectifs spécifiques, seul l'objectif 7 a un niveau de réalisation supérieur à 75%, sept (7) ont un taux compris entre 50 et 70%. En revanche, les objectifs spécifiques 1 et 2 ont un taux de réalisation en-dessous de la moyenne (50%).

Comparé au résultat de 2006, le niveau de réalisation global connaît une baisse de 13,64 points



Source : Données des évaluations au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007

II.2 - SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS PAR OBJECTIF

Obj. Note		OBJECTIFS SPECIFIQUES													
Notes des actions sur 10 (lecture des actions concrètes par ligne, puis par colonne)	Obj. 1	Obj. 2	Obj. 3	Obj. 4		Obj. 5	Obj. 6			Obj. 7	Obj. 8	Obj. 9	Obj. 10		
	8	2	2	10	7	10	10	3	0	10	5	10	0	0	
	8	2	4	0	10	0	10	0	10	0	10	10	10	0	
	10	2	10	2		10	3	0	0	10	0	10	3	5	
	0	3	4	10		2	0	6	4	10	10	10	10	2	
	10	0	7	5		10	10	0	10	10	10	10	2	10	
	6	0	10	5		3	7	10	4	10	10	0	8	10	
	5	10	10	0		10	10	10	5	5	6	0	0	10	
	0	10	5	5		10	10	10	0		10	10	0	10	
	8	5	5	7		2	10	10	0		0	7	0	5	
	0	2	1	10		1	10	0	10		10	0	7	0	
	10	8	0	10		2	10	0	10		10	5	0	10	
		2		10			10	10	10			10	0	7	
		10		10			10	5	6				0	10	
		0		7			10	5	10				0		
		2		7			10	8	10				0		
		10		0			5	0	10				0		
		2		0			0	10					10		
		2		10			0	0					10		
		2		8			0	10					7		
		2		10			10	4					10		
				8			10	10					4		
				10			10	5					10		
				0			6	5					10		
				10			0	0					10		
				10			0	10					10		
	Nombre d'actions à réaliser	11	20	11	27		11	66			7	11	12	38	
Moyenne des objectifs spécifiques sur 100	59,09	38,00	52,73	67,04		54,55	60,76			78,57	73,64	68,33	52,63		
Moyenne générale des réalisations au 31 décembre 2007													58,83%		

TABLEAUX SYNOPTIQUES DES REALISATIONS

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : DEFINIR UNE POLITIQUE ECONOMIQUE REALISTE S'INSCRIVANT DANS L'ANTICIPATION ET LA PROACTION

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Renforcer la veille stratégique

1/ Tenir chaque trimestre une réunion consacrée au comportement des agrégats économiques	Maîtriser toutes les tendances	DGE	31 décembre	- Nombre de réunions tenues / nombre de réunions prévues - Nombre de participants	OUI : 2 réunions tenues sur 4 le 26 juillet 2007 et le 03 août 2007 ; (Cf. Convocation et liste de présence ; 4 états d'indicateurs conjoncturels produits)	8/10
--	--------------------------------	-----	-------------	--	--	-------------

Politique d'Action 2 : Impulser une dynamique dans la conduite de la politique économique et financière

2/ Réactiver le Secrétariat Général aux réformes structurelles et faire la revue des réformes engagées	Maîtriser les niveaux de réalisation des réformes	DGE	30 juin	- Nombre de structures participants aux travaux / nombre prévu - Niveau de réalisation de la revue	OUI : Secrétariat Général réactivé par la création d'un Comité Technique de Pilotage du Programme Post-Conflict (Cf. arrêté n°125/MEF du 7 mai 2007 et memorandum de politique économique et financière-2007) Pas de CR ni de liste de présence ; les synthèses produites en lieu et place de l'aide mémoire de la revue	8/10
--	---	-----	---------	---	--	-------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Tirer profit des opportunités aux niveaux sous régional et international

3/ Organiser un séminaire sur les procédures de collecte du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS)	Obtenir un nouveau manuel de procédures pour la collecte du PCS	DGE	30 juin	- Niveau de réalisation du projet - Nombre de participants / Nombre prévu	OUI : Séminaire organisé les 17, 18 et 19 avril 2007 Rapport général de l'atelier ainsi que liste des participants produits ; Nouveau manuel de procédures présenté	10/10
4/ Organiser une journée nationale sur les points focaux de la CEDEAO et de l'UEMOA	Faire connaître les missions des Points focaux	DGE	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Action non réalisée	0/10
5/ Informer le Cabinet de toute entrave à la réglementation communautaire en matière d'échanges	Permettre une meilleure réactivité du Ministère en cas d'entraves constatées au commerce avec les autres pays de l'UEMOA	DGD	31 décembre	Nombre de cas signalés au Cabinet / nombre de cas avérés	OUI : Lettre n° 10312/PC/DMRC/DMRUD du 19 septembre 2007 de l'UEMOA relative au litige lié aux huiles de palme raffinées et importées de la CI par le Sénégal	10/10
6/ Organiser un séminaire sur les Accords de Partenariat Economiques (APE)	Elaborer un document cadre définissant la position ivoirienne à défendre	DGE	30 juin	- Niveau de réalisation du projet - Nombre de participants / participants prévus	OUI : Séminaire organisé le 29 novembre 2007 en collaboration avec le Ministère chargé de l'Intégration (Cf. TDR) ; les actes du séminaire non produits Document cadre « Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire et la CE et ses Etats membres « disponible »	6/10
7/ Mettre en place un comité chargé du NEPAD et du Programme Economique Régional (PER)	Rendre opérationnel le Comité	DGE	30 juin	Actions engagées / actions prévues	OUI : Groupe d'Affaires NEPAD-CI créé (Cf. courrier n° 2313/MDPMEF/ CAB du 27 juillet 2006) ; Statuts, Règlements Intérieur et liste des membres du Conseil d'Administration et membres fondateurs disponibles ; PER : 2 réunions tenues (Cf. PV du 23 janvier 2008)	5/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
	POLITIQUES D'ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER					
8/ Tenir des réunions trimestrielles avec les opérateurs économiques sur les mécanismes et instruments de financement régionaux	Faire connaître les mécanismes et instruments de financement régionaux à 80% des opérateurs économiques sur un échantillon déterminé	DGE	31 décembre	- Nombre de séances tenues / nombre de séances prévues - Nombre de participants / participants prévus	NON : En lieu et place des réunions trimestrielles, un séminaire est prévu mais non organisé	0/10
9/ Renforcer les échanges et l'assistance administrative avec certains pays	Echanger avec les pays du FAF-UEMOA, de la CEDEAO et des pays membres du CREDAF	DGI	31 décembre	Niveau des échanges avec les pays visés	OUI : Rapports produits (Cf. PV des réunions de FAF-UEMOA tenues les 30 -31 mars à Yamoussoukro ; le 30 juin et 1 ^{er} juillet puis les 31 août et 1 ^{er} septembre 2008 à Bamako) Pas d'action pour la CEDEAO : action réalisée au niveau du CREDAF : 22 ^{ème} Colloque à Lomé - Togo, du 12 au 15 février 2007 ; Séminaire à Alger - Algérie du 11 au 13 juin 2007, à Bamako- Mali, du 10 au 12 septembre 2007, à Libreville - Gabon, du 5 au 7 novembre 2007 et à Bruxelles - Belgique, du 3 au 5 décembre 2007(PV produits)	8/10
10/ Elaborer un programme de négociation de conventions fiscales avec les principaux partenaires économiques de la Côte d'Ivoire	Entamer les négociations avec 3 pays	DGI	31 décembre	Etat des négociations avec les pays	NON : Projet de programme de négociation élaboré et transmis au DG par lettre n° 45/MEF/DGI-DLCD/mn du 20 avril 2007 Pas de courriers échangés avec les pays partenaires et pas de rapports circonstanciés	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 4 : Réfléchir aux orientations stratégiques de l'Administration fiscale

11/ Adapter et mettre à jour le document d'orientation dénommé « Réflexion prospective 2010 » élaboré en 2004	Disposer d'un document d'orientation adapté à l'administration fiscale	DGI	30 juin	Niveau de réalisation de l'étude	OUI : Documents d'orientations générales présenté ; Séminaire sur la Bonne Gouvernance au sein de la DGI organisé, les 5 et 6 mars 2007, il a été créé un Secrétariat Technique chargé de mettre à jour la « Réflexion prospective 2010 »	10/10
---	--	-----	---------	----------------------------------	--	--------------

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 1						59,09/100
------------------------------------	--	--	--	--	--	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : ELABORER ET CONDUIRE UNE POLITIQUE BUDGETAIRE AXEE SUR LA PERFORMANCE

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Renforcer les instruments et méthodes de préparation du Budget

1/ Organiser un séminaire de réflexion sur la mise en place du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	Préparer les Ministères pilotes à la mise en place de Cadres de Dépenses à Moyen Terme	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Séminaire non organisé mais TDR rédigés	2/10
2/ Prendre un arrêté relatif à la nomenclature Budgétaire	Mettre à jour la nomenclature et assurer sa maîtrise par l'ensemble des acteurs	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation	NON : Projet d'arrêté en cours de validation en interne	2/10
3/ Produire un guide de classification des dépenses	Mettre un glossaire à la disposition des acteurs du processus d'élaboration et d'exécution budgétaire	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Projet de glossaire en cours de validation en interne	2/10

Politique d'Action 2 : Renforcer le suivi-évaluation de l'exécution des dépenses publiques

4/ Installer les 4 organes opérationnels (Coordination sectorielle au sein des Ministères, Commissions Consultatives des Marchés Publics (CCMP) Commission Administrative de Conciliation, Commission Paritaire de Conciliation)	Rendre fonctionnels les 4 organes dans au moins 75% des Ministères	DGBF	30 juin	Nombre de Ministères dotés d'organes opérationnels/Nombre total de Ministères	NON : 1 organe installé à 100% dans les Ministères sur 4 prévus ; Liste des points focaux produite Pas de PV	3/10
5/ Rédiger un manuel de procédure de gestion des crédits en régie et leur régularisation dans le SIGFiP	Mettre un guide de procédure à la disposition des gestionnaires des régies d'avance	DGBF	31 décembre	Manuel de procédure de gestion des crédits en régie et leur régularisation dans le SIGFiP édité	NON : Action non réalisée	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION POLITIQUES D'ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	----------------------	----------------------------	-------------	-----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action 3 : Coordonner de façon intégrée les actions d'investissement

6/ Organiser 3 réunions avec les Directeurs des Moyens Généraux des Directions Générales	Etablir un fichier qui recense les investissements du Ministère	DAAF	31 décembre	Nombre de réunions tenues / nombre prévu	NON : Pas de réunions ; 1 courrier (Cf. n°063/MEF/DAAF du 02 juillet 2007) adressé aux structures concernées demeuré sans suite	0/10
--	---	------	-------------	--	--	-------------

Politique d'Action 4 : Finaliser les travaux des Sous-comités thématiques du séminaire sur l'optimisation de la dépense publique

7/ Recenser les passifs de l'Etat	Arrêter le montant des passifs dus par l'Etat	IGF	30 juin	Nombre de dossiers traités / dossiers reçus	OUI : rapport définitif d'audit gestion 2001-2005 produit : 4124 dossiers traités donnant un montant de 38,339 milliards FCFA dont 409 validés (881 millions) 3 134 rejetés (18,7 Mds), 374 retournés aux DAAF (17 Mds) et 207 « autres traitements » (1,8 Md)	10/10
8/ Prendre 3 arrêtés portant sur : - la suppression des doubles mandatements d'indemnités représentatives de frais pour une même fonction ; - la réduction des mandatements indus de salaires ; - la fraude sur les allocations familiales. Conduire 2 missions de vérification pour s'assurer de l'application effective des mesures	Faire respecter les procédures par les agents de la Solde	IGF	31 décembre	- Nombre d'arrêtés pris / nombre d'arrêtés prévus - Nombre de missions conduites / nombre prévu	OUI : Lettres circulaires en lieu et place des arrêtés (cf. courrier n° 0566/MEF/DGBF/DS/DRL du 03 juillet 2007 de la Direction de la Solde) Mission conjointe (FP, Solde et IGF) de vérification des effectifs sur le terrain auprès de 3 ministères (Infrastructures, Construction et Economie et Finances) ; rapport produit)	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
9/ Créer et rendre opérationnelle la Brigade de contrôle des abonnements et du patrimoine	- Rendre fonctionnelle la Brigade (DGBF) - Mener 2 missions contrôle de ces activités (IGF)	DGBF	31 décembre	- Nombre de Services visités par la Brigade - Nombre de missions de contrôle de la Brigade organisée / nombre prévu	OUI : La brigade créée par Arrêté n° 505/MDPMEF/Cab du 12 décembre 2006 ; rapport de visite de 38 EPP, 4 Lycées et collèges, 78 bâtiments sur 146 en Cités universitaires et 8 casernes et camps de gendarmerie ; Pas d'acte de nomination Rapport d'activité Transmis (DGBF) NON : pas de mission de contrôle faute de non transmission de rapport d'activité de la Brigade (IGF)	5/10

Politique d'Action 5 : Maîtriser les dépenses de l'Etat

10/ Réaliser l'étude fonctionnelle et développer l'application du logiciel Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE)	Disposer d'un outil de gestion intégré du traitement des Fonctionnaires et Agents de l'Etat	SNDI	31 décembre	Niveau de réalisation de l'étude	NON : Etude préliminaire réalisée, interview achevée, chronogramme de réalisation des travaux non validé par l'utilisateur	2/10
11/ Connecter 19 entités au SIGMAP : - le District de Yamoussoukro - 5 mairies - 10 Conseils Généraux - 3 Directions Régionales de la DMP	Assurer une grande transparence et une meilleure traçabilité des opérations de gestion des Marchés Publics	DGBF	30 juin	Nombre d'entités connectées / nombre de services prévus	NON : 16 entités connectées sur 19 prévues. Programme et rapport de connexion des collectivités décentralisées produits	8/10
12/ Finaliser l'étude sur les « Prix de référence » pour les achats publics	Disposer d'un catalogue de prix de référence pour réduire les coûts des achats publics	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation	NON : Catalogue disponible pour 100 items sur 300. Phase d'informatisation en cours Rapport validé en interne	2/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
13/ Réaliser une revue de dépenses des Conseils Généraux et de Districts (deuxième phase relative aux Chefs lieux de Région)	Obtenir une situation de la gestion financière des Collectivités et évaluer l'impact des réalisations des Conseils Généraux et des Districts sur l'activité économique et les populations	DGBF	30 juin	Nombre de structures visitées / Nombre prévu Niveau de réalisation de la revue	OUI : Revue des dépenses des Conseils Généraux et de Districts réalisée. Rapport provisoire et plan d'actions des mesures correctives finalisés	10/10

Politique d'Action 6 : Améliorer les délais de production des lois de Finances

14/ Créer et rendre opérationnel le Comité de Loi de Règlement	Obtenir un cadre formel d'élaboration de la Loi de Règlement	DGB	30 juin	- Niveau de réalisation du projet - Respect des délais	NON : Comité non créé	0/10
--	--	-----	---------	---	------------------------------	-------------

Politique d'Action 7 : Améliorer la gestion des EPN

15/ Mettre en place une base de gestion budgétaire unique en lieu et place des bases multiples	Améliorer le suivi des budgets des EPN	DGBF	31 décembre	Nombre d'EPN connectés à la base unique/Nombre total d'EPN connectés au RICI-EPN	NON : Base unique au niveau de la Direction du Contrôle Budgétaire	2/10
16/ Etendre le RICI-EPN à 10 nouveaux EPN	Mettre à la Disposition des acteurs des EPN un outil d'appui à la gestion	DGBF	30 juin	Nombre d'EPN connectés/ Nombre prévu (10)	OUI : 15 EPN sur 10 prévus sont connectés au RICI Rapports d'installation et de formation produits	10/10
17/ Proposer la révision de la loi n° 98-388 sur les EPN et prendre le décret d'application	Doter les EPN de textes actualisés	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation des textes	NON : Projets de loi et de décret rédigés mais non validés et non transmis au Cabinet du MEF	2/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 8 : Réaffirmer la tutelle économique et financière sur les Collectivités Décentralisées

18/ Créer le corps des Contrôleurs de Gestion auprès des Collectivités Décentralisées	Doter les Collectivités décentralisées d'un organe de contrôle	DGBF	31 décembre	Texte portant création du corps des Contrôleurs de Gestion signé	NON : Projet de décret portant création du corps des Contrôleurs de Gestion en cours de validation	2/10
---	--	------	-------------	--	--	-------------

Politique d'Action 9 : Renforcer le suivi des acquisitions de l'Etat

19/ Définir un cadre de mise en place d'une comptabilité administrative et une comptabilité matières	Sécuriser et gérer de façon rationnelle les biens mobiliers de l'Etat	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Présentation de 2 documents relatifs à la comptabilité administrative et à la comptabilité matières produits conjointement par la DGBF et l'IGF non validés TDR produit	2/10
20/ Organiser un séminaire sur la tenue de la comptabilité administrative et la comptabilité matières à l'attention des DAAF des Ministères	Initier tous les DAAF à la tenue d'une comptabilité administrative et d'une comptabilité matières	IGF	31 décembre	- Niveau de réalisation du projet - Nombre de participants / participants prévus	NON : Pas de séminaire organisé mais TDR, programme et modules du séminaire produits (Cf. dossiers techniques sur la comptabilité matières et sur la comptabilité administrative) ;	2/10

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 2						38,00/100
------------------------------------	--	--	--	--	--	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : AFFIRMER LA MISSION DE SURVEILLANCE ET DE PROTECTION DU TERRITOIRE ECONOMIQUE NATIONAL

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Lutter contre les glissements tarifaires

1/ Organiser un séminaire pour réviser la structure du Tarif	Obtenir une nouvelle structure du Tarif	DGD	31 décembre	Niveau de préparation du séminaire	NON : Séminaire non organisé ; action soumise à l'élaboration de la norme supérieure qui est le Tarif CEDEAO ; Cf. lettre d'invitation n° ECW/REL/4/D-DCT/DOU/no du 27 novembre de la Commission CEDEAO à Abuja	2/10
--	---	-----	-------------	------------------------------------	--	-------------

Politique d'Action 2 : Intensifier la coopération avec les banques pour la mise en œuvre de la DAI en matière d'évaluation

2/ Créer un cadre formel et tenir 2 séances de travail avec l'APBEF-CI	Réduire de 75% le nombre des DAI mal renseignés	DGD	31 décembre	- Nombre de séances tenues / nombre de séances prévues - Taux de réduction des DAI mal renseignés	NON : Cadre non créé, mais tenue de réunions en vue du renseignement des DAI dans les banques Etat statistique 2007 non disponible ; Correspondances et rapports produits	4/10
--	---	-----	-------------	--	--	-------------

Politique d'Action 3 : Améliorer les opérations liées aux envois express

3/ Prendre 2 actes de restructuration de la procédure (décisions, notes circulaires...)	Prendre en charge 100% des envois express	DGD	31 décembre	- Nombre d'actes pris / nombre prévus - Nombre d'envois express traités / nombre d'envois express reçus	OUI : Notes circulaires relatives au dédouanement des envois express (Cf. Note n° 1361/MEF/DGD du 2 août 2007) ; Acte de restructuration et état comparatif des prises en charge 2006 - 2007 produits	10/10
---	---	-----	-------------	--	--	--------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 4 : Renforcer la procédure de dédouanement rapide à l'aéroport

4/ Tenir un atelier d'évaluation et 2 séances de sensibilisation de 30 agents	Satisfaire à 75% les usagers	DGD	31 décembre	- Niveau de réalisation de l'atelier - Nombre de séances tenues / nombre prévu - Nombre de participants / nombre prévu	NON : Pas d'atelier d'évaluation mais 4 réunions de sensibilisation sur le dédouanement simplifié à l'aéroport les 31 juillet, 16 octobre, 20 novembre, et 20 décembre 2007 Pas d'enquête d'opinion	4/10
5/ Mener 1 action d'information des usagers (affichages, dépliants, média, presse écrite,...)	Amener 75% des usagers à connaître les procédures	DGD	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	OUI : Une matrice établissant le programme de la campagne de communication multimédia accompagnée du budget a été produite 2 documents : Magasine INFOS DOUANE et Guide synthétique de Procédure de dédouanement Pas d'enquête d'opinion	7/10

Politique d'Action 5 : Consolider les réformes au niveau des entrepôts

6/ Réviser le fichier des bénéficiaires du régime d'entrepôt et la liste des produits admis à ce régime	Réduire à 100% la fraude liée à ce régime	DGD	31 décembre	- Liste des bénéficiaires du régime d'entrepôt - Liste de produits admis en entrepôt - Nombre de bénéficiaires réglementaires / nombre de bénéficiaires de fait - Nombre de produits réglementaires / nombre de fait	OUI : Fichier révisé, liste des nouveaux attributaires et des produits en admission temporaire et exclus des entrepôts Actes administratifs produits : Circulaire n° 1335 du 15 janvier 2007 et Décision n° 1318/MDPMEF/DGD/du 11 mai 2007 Etat de l'incidence financière présenté	10/10
---	---	-----	-------------	---	---	--------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 6 : Améliorer la prise en charge des produits pétroliers

7/ Conduire une étude permettant une meilleure prise en charge des produits pétroliers	Identifier et prendre les dispositions réglementaires permettant de réduire la fraude sur les produits pétroliers	DGD	31 décembre	- Niveau de réalisation de l'étude - Niveau de couverture des produits pétroliers	OUI : Etude menée sur la période de 2000 à 2005. Prise d'une circulaire (n°1349 du 10 avril 2007) pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude. (Cf. documents produits)	10/10
--	---	-----	-------------	--	---	--------------

Politique d'Action 7 : Assurer un meilleur suivi des apurements et des paiements par anticipation sur le DUS

8/ Acquérir et installer un logiciel d'apurement des paiements par anticipation du DUS	Garantir à 100% la régularité de l'apurement des anticipations du DUS	DGD	31 décembre	Niveau de réalisation de l'opération	OUI : Création d'1 nouvelle application sur le SYDAM World (Cf. courrier 1445/DGD du 16 octobre 2007 attestant du bon fonctionnement de l'application) Pas de rapport d'évaluation post application	5/10
--	---	-----	-------------	--------------------------------------	--	-------------

Politique d'Action 8 : Poursuivre l'effort de transparence

9/ Finaliser les processus d'acquisition et d'aménagement du site du Guichet Unique pour le dédouanement	Réduire les fraudes et les délais de dédouanement	DGD	31 décembre	Niveau d'exécution du projet	NON : Contrat d'acquisition résilié par courrier n° FZ/08/162 du 13 août 2007 ; Restitution des intérêts de dépôts à terme (Cf. Courrier du 26 septembre 2007)	5/10
--	---	-----	-------------	------------------------------	---	-------------

ELEMENTS D'APPRECIATION POLITIQUES D'ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

10/ Recruter 3 informaticiens, 5 comptables et 3 chimistes	Renforcer les compétences spécifiques de la Douane avec 11 personnes	DGD	31 décembre	Nombre d'informaticiens, comptables et chimistes recrutés / nombre prévu	NON : Recrutement d'un Ingénieur Génie Civil en Bâtiment et Urbanisme et d'un Inspecteur des Hydrocarbures (Chimiste). (Cf. courriers n°298 et 299/MEF/DGD du 18 juin 2007) Certificat de prise n° 361/07/BDVP du 30 août 2007 et n° 720/ Douanes du 23 juillet 2007	1/10
11/ Acquérir et installer 4 nouveaux scanners pour renforcer le contrôle douanier	Réduire la fraude et la contrefaçon	DGD	30 juin	- Nombre de scanners acquis / nbre prévu - Nombre de scanners installés / scanners acquis	NON : Nouveaux scanners non acquis	0/10

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 3	52,73/100
------------------------------------	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : APPROFONDIR LES REFORMES DESTINEES A LA RELANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Créer les conditions de compétitivité du secteur privé

1/ Organiser un séminaire sur la gouvernance des projets regroupant tous les Coordonnateurs des projets	Améliorer à 75% le taux de décaissement des fonds dans les projets financés	DGE	30 juin	- Niveau de décaissement réalisé par rapport à 2006 - Nombre de participants / nombre de projets	OUI : Séminaire organisé les 6 et 7 juin 2007. Actes du séminaire et liste des participants produits	10/10
2/ Achever la réforme des services de promotion économique à l'étranger	Rendre opérationnels les trois (3) bureaux économiques (Washington, Paris, Douala)	DGE	30 juin	Nombre de bureaux ouverts / nombre prévu	NON : Action non réalisée parce qu'impliquant plusieurs ministères (MAE, MEF, Commerce, Tourisme etc.)	0/10
3/ Réactiver le club des hommes d'affaires par l'aménagement d'un espace à l'immeuble CCIA	Rendre opérationnel à 100% le Club	DGE	31 décembre	Niveau de réalisation	NON : Local aménagé et équipé ; Cf. bordereau de livraison de mobiliers et matériels de bureau et chronogramme des travaux produits Pas de PV de réception des travaux	2/10

Politique d'Action 2 : Améliorer le dispositif fiscal

4/ Réaliser 2 études sur l'IGR et l'impôt foncier	Simplifier et rentabiliser le dispositif	DGI	31 décembre	- Niveau d'exécution de l'étude - Nombre d'études réalisées / nombre d'études prévues	OUI : L'étude sur l'IGR et celle sur l'impôt foncier sont réalisées et prises en compte dans l'annexe fiscale 2007 TDR et Annexe fiscale produits	10/10
5/ Réaliser 2 études sur les secteurs agricole et pétrolier	Obtenir une meilleure imposition des secteurs concernés	DGI	31 décembre	- Niveau de réalisation de l'étude - Nombre d'études réalisées / nombre d'études prévues	NON : Etude non réalisée pour le secteur pétrolier mais effective pour le secteur agricole (Cf. Rapport d'étude)	5/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

6/ Mener une étude sur l'harmonisation entre la fiscalité locale et la fiscalité de l'Etat	Délimiter les champs de compétence respective	DGI	31 décembre	Niveau de réalisation de l'étude	NON : Pas d'étude sur l'harmonisation avec la fiscalité de l'Etat Etude sur la fiscalité locale réalisée ; (Cf. rapport provisoire)	5/10
7/ Finaliser le projet de loi portant régime de l'immatriculation et de la publicité foncières	Assouplir et vulgariser les procédures de l'immatriculation et de la publicité foncières	DGI	30 juin	Niveau de réalisation de l'étude	NON : Projet de loi non validé	0/10
8/ Elaborer un projet de loi portant réforme du Cadastre	Adapter le cadastre au contexte actuel	DGI	30 juin	Niveau de réalisation du projet	NON : Projet de loi rédigé mais pas de preuve de sa validation par le Comité de Direction ni de sa transmission au Cabinet MEF	5/10

Politique d'Action 3 : Maîtriser la gestion de l'assiette

9/ Assainir à 75% le fichier des contribuables dans 62 CDI fonctionnels	Obtenir un fichier fiable des contribuables	DGI	31 décembre	Nombre de CDI ayant assaini le fichier / nombre total de CDI fonctionnels	OUI : Fichier assaini (Cf. état produit) Etat comparatif 2006 et 2007 non produit	7/10
10/ Immatriculer les artisans dans 27 CDI d'Abidjan	Elargir l'assiette fiscale	DGI	31 décembre	Nombre de CDI ayant réalisé l'immatriculation des artisans / nombre total de CDI	OUI : 118 artisans immatriculés (Cf. liste)	10/10
11/ Décentraliser la gestion de l'IRVM, l'IGR, les droits d'enregistrement et taxes domaniales dans 62 CDI	Réaliser la décentralisation des 4 types d'impôt dans 100% des CDI	DGI	31 décembre	- Nombre d'impôts décentralisés / nombre d'impôts prévus - Nombre de CDI concernés / nombre prévu	OUI : Décentralisation réalisée pour les 4 types d'impôts (Cf. Etat des réalisations des services) IRVM : 24 701,15 millions IGR : 357,75 millions Droits d'enreg. : 7 837,09 millions Taxes domaniales : 1857,79 millions	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
12/ Achever le rattachement des contribuables aux parcelles cadastrales dans les 27 CDI d'Abidjan	Rattacher les contribuables aux parcelles dans 100% des CDI d'Abidjan	DGI	31 décembre	Nombre de CDI d'Abidjan ayant réalisé le rattachement / nombre total de CDI d'Abidjan	OUI : Rattachement effectué (Cf. rapport)	10/10
13/ Susciter la création d'au moins 2 Centres de Gestion Agréés (CGA) par DR d'Abidjan et 1 CGA par DR de l'Intérieur	Promouvoir les Centres de Gestion Agréés	DGI	31 décembre	- Nombre CGA créés / nombre prévu - Nombre de CDI de l'Intérieur ayant au moins 1 CGA / nombre total de DR fonctionnelles de l'Intérieur	OUI : 11 CGA créés en 2007 (Cf. 7 Arrêtés pour les DR d'Abidjan et 4 pour les DR de l'intérieur) Rapport produit	10/10

Politique d'Action 4 : Poursuivre l'extension des services

14/ Construire des CDI	Construire des CDI dans 35% des Chefs lieux de Préfecture non encore pourvus	DGI	31 décembre	Nombre de CDI créés / nombre total de Chefs-lieux de Préfecture non encore pourvus	OUI : 34 bâtiments achevés et 8 en construction Pas d'acte de création des CDI (Cf. liste des chantiers terminés et PV de réception provisoires)	7/10
15/ Rouvrir 4 sites fiscaux	Rendre fonctionnels 25% des CDI fermés du fait de la crise socio politique	DGI	31 décembre	Nombre de CDI rouverts/nombre de CDI fermés	OUI : 3 sites fiscaux sur 4 réouverts (Cf. décision n° 1763/MEF/DGI/DRHMG du 26 octobre 2007 nommant les DR) Fiches techniques d'ouverture des sites de Bouaké et de Korhogo produites	7/10
16/ Rendre fonctionnelles 2 antennes régionales d'inspection	Décentraliser les services de l'IGSF	DGI	31 décembre	Nombre d'antennes régionales fonctionnelles / nombre prévu	NON : Pas d'antennes régionales d'Inspections ouvertes en raison du manque de locaux	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 5 : Adapter le contrôle fiscal

17/ Créer 5 Brigades de contrôle de la facture normalisée	Intensifier le contrôle sur la facture normalisée	DGI	31 décembre	Nombre de brigades effectivement mises en place / nombre de brigades prévues	NON : Création d'une Brigade de contrôle sur 5 prévues Pas d'actes de création des Brigades et de rapports d'activités	0/10
18/ Réaliser une étude et instruire 16 DR sur l'amélioration du rendement des retenues à la source	Améliorer le rendement des retenues à la source	DGI	31 décembre	- Niveau de réalisation de l'étude - Niveau de mise en œuvre de l'instruction	OUI : Etude réalisée et présentée Note d'instruction et état comparatif 2006 et 2007 produits	10/10
19/ Promouvoir l'Observatoire du contrôle fiscal	- Faire connaître l'Observatoire à travers la presse audio-visuelle et écrite - Traiter 75% des préoccupations exprimées par les contribuables	DGI	30 juin	- Etat des supports de presse exploités - Pourcentage des préoccupations traitées	OUI : Actions de promotion à la Télévision (émission l'Impôt et Vous), à la Radio et dans les Journaux. 2 requêtes émanant du secteur privé adressées à l'Observatoire, 1 a été traitée et notifiée au contribuable. (Cf. courrier joint)	8/10
20/ Elaborer des guides de procédures du contrôle interne dans les services	Elaborer des guides de procédures dans 100% des Directions Centrales	DGI	31 décembre	Nombre de guides élaborés / nombre de guides prévus	OUI : 11 guides sur 11 sont rédigés et validés (Cf. documents)	10/10
21/ Créer des brigades spécialisées pour renforcer le contrôle des recettes	Obtenir 2 brigades spécialisées fonctionnelles	DGI	30 juin	Nombre de brigades spécialisées créées / nombre prévu	OUI : Brigades créées par décision n°0196/MEF/DGI du 30 janvier 2007 PV d'installation non produit Mission de contrôle des brigades du 21 au 30 mars 2007 dans les Recettes des Impôts d'Abidjan et du 3 au 18 avril 2007 dans les Recettes des Impôts de l'Intérieur	8/10
22/ Déterminer les critères d'évaluation des services non directement producteurs de recettes fiscales	Obtenir des critères d'évaluation des 8 Directions Centrales non directement productrices de recettes fiscales	DGI	30 juin	Nombre de DC non productrices de recettes fiscales disposant de critères d'évaluation/Nombre de DC concernées	OUI : Critères d'évaluation des services non pourvoyeurs de recettes produits ainsi que les matrices d'actions des services concernés	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 6 : Recouvrer et comptabiliser l'impôt par des moyens modernes

23/ Mettre en place le télépaiement au niveau de la Direction des Grandes Entreprises pour les déclarations de TVA et d'ITS	Faciliter les opérations des moyens de paiement des impôts	DGI	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Etude réalisée mais rapport circonstancié de mise en place non produit	0/10
24/ Généraliser la mise en œuvre de la Comptabilité Unifiée dans 27 Services de Recettes des Impôts Divers (SRID) d'Abidjan	Amener 75% des Services de Recettes des Impôts Divers (SRID) d'Abidjan à mettre en œuvre la comptabilité unifiée	DGI	31 décembre	Nombre de SRID d'Abidjan ayant mis en œuvre la Compta. Unifiée / nombre total de SRID d'Abidjan	OUI : Comptabilité unifiée installée dans 25 SRID d'Abidjan sur 27 Rapports produits	10/10

Politique d'Action 7 : Développer les liaisons fonctionnelles internes

25/ Installer Intranet dans les services	Développer l'Intranet dans 90% des services d'Abidjan et 40% des services de l'Intérieur	DGI	31 décembre	Pourcentage des services ayant développé l'Intranet à Abidjan et à l'Intérieur	OUI : Tous les réseaux locaux d'Abidjan et de l'intérieur connectés au siège de la Tour E (Cf. rapport d'installation)	10/10
--	--	-----	-------------	--	---	--------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 8 : Développer les relations externes

26/ Renforcer le partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale	Promouvoir le civisme fiscal par la livraison de 75% des supports pédagogiques prévus en 2007	DGI	31 décembre	Niveau de livraison des supports pédagogiques	OUI : Coffret de supports pédagogiques produit (7 guides pour enseignant, 1 recueil de chants, 1 Cd, 1 cassette et 2 bandes dessinées) Pas de bordereau de livraison 1 Atelier sur le civisme fiscal, du 17 juin au 1er juillet 2007 (Cf. rapport de synthèse)	7/10
27/ Organiser 2 séminaires avec les organisations Professionnelles	Impliquer 2 organisations professionnelles par réunion	DGI	31 décembre	- Nombre de séminaires organisés / prévus - Organisations Professionnelles impliquées / prévues	OUI : Séminaires avec l'Ordre des Experts Comptables du 13 au 15 septembre 2007 et avec les Centres de Gestion Agréés le 8 novembre 2007 (Rapports - Actes et listes - produits)	10/10
TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 4						67,04/100

OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : OPTIMISER LA GESTION DU PORTEFEUILLE, DE LA TRESORERIE DE L'ETAT, CONFIRMER LA PRESENCE DE L'ETAT SUR LES MARCHES MONETAIRE ET FINANCIER ET AMELIORER LE NIVEAU DE BANCARISATION DE L'ECONOMIE

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Faciliter les opérations de retrait d'espèces des clients

1/ Installer 3 guichets automatiques de la Banque du Trésor à Abidjan	Permettre aux clients de faire les retraits dans les 3 guichets à tout moment	DGTC	31 décembre	Nombre de guichets fonctionnels / nombre de guichets prévus	OUI : 3 Guichets (GAB) installés; cf. Bordereau d'achèvement de service du 18 décembre 2007 Visite technique des guichets effectuée (rapport produit)	10/10
---	---	------	-------------	---	---	--------------

Politique d'Action 2 : Améliorer le système de comptabilisation des opérations des Paeries à l'Etranger

2/ Installer le logiciel « enclave » dans 3 postes pilotes	Produire la comptabilité dans un délai de 1 mois dans les 3 postes pilotes désignés	DGTC	31 décembre	- Nombre de postes pilotes équipés - Délai de production de la comptabilité	NON : Logiciel « Enclave » non encore installé mais conçu et validé par le Comité de Direction (cf. courrier du 20 décembre 2007 du Directeur de la Comptabilité Publique au Trésorier Général pour l'Etranger et compte rendu de la validation) Pas de rapport sur les délais de production de la comptabilité des 3 postes pilotes	0/10
--	---	------	-------------	--	---	-------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Consolider l'intervention de l'Etat sur les marchés financier et monétaire

3/ Réaliser une campagne d'information et de sensibilisation radio sur l'emprunt obligataire	Améliorer de 10% le niveau de participation des particuliers	DGTCP	31 décembre	Taux de participation des particuliers	OUI : Passages hebdomadaires à l'émission radiophonique «les cinq minutes du Trésor» du 30 janvier au 3 mars ; (Cf. CD et récapitulatif des interventions) Etat comparatif des taux de participation des particuliers 2006 / 2007 produit : hausse de 45,34% par rapport à 2006	10/10
4/ Elaborer un livret de vulgarisation de l'emprunt obligataire	Rendre disponible le livret pour accroître de 10% le niveau de participation des particuliers	DGTCP	31 décembre	Niveau de réalisation	NON : Livret élaboré mais non diffusé d'où absence du rapport d'impact	2/10

Politique d'Action 4 : Redimensionner le Comité de trésorerie

5/ Mettre en place 1 comité de trésorerie à l'échelon central et dans 27 Circonscriptions Financières	Disposer aux niveaux central et déconcentré d'un programme mensuel d'exécution des dépenses	DGTCP	31 décembre	- Nombre de Comités de trésorerie mis en place / nombre de comités prévus - Nombre de séances tenues / nombre prévu	OUI : Prise de 2 décisions créant un comité de trésorerie à l'échelon central (n°1748/MEF/DGTCP/CE du 18 avril 2007) et dans les circonscriptions financières (n° 1749/MEF/DGTCP/CE du 18 avril 2007) Programmes et états mensuels d'exécution des dépenses produits pour les CF (Cf. 38 PV de réunion)	10/10
---	---	-------	-------------	--	---	--------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 5 : Améliorer la gestion du portefeuille de l'Etat

6/ Désigner un point focal pour l'assistance aux Administrateurs	Permettre de mieux suivre et corriger éventuellement les défaillances dans la gestion des entreprises publiques	DGE	30 juin	Nombre de saisines du point focal	NON : Pas de rapport d'activité mais courrier (n° 818/MEF/DGE/DPP du 14 décembre 2007) informant les Administrateurs de la mise en place d'un point focal ; Point focal désigné par arrêté n° 613/MEF/Cab du 21 novembre 2007,	3/10
7/ Réaliser une étude de faisabilité de contrats- plans avec les entités dans lesquelles l'Etat détient des participations	Maîtriser le portefeuille de l'Etat en vue de conforter la trésorerie publique	DGE	30 juin	Niveau de réalisation de l'étude	OUI : Etude réalisée transmise au cabinet du MEF 2 ^{ème} rapport d'étape produit	10/10
8/ Suivre et contribuer à l'opérationnalisation des activités du Comité pétrole	Participer à toutes les activités du Comité Pétrole	DGE	30 juin	Nombre de participations aux activités / nombre d'activités réalisées par le Comité	OUI : Participation aux réunions en tant que membre du Secrétariat Technique. PV de réunion et liste de présence produits	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 6 : Renforcer le suivi du portefeuille de l'Etat

9/ Mettre en place les 4 fonds prévus dans l'avenant du contrat avec la CIE et le Comité de Gestion des Fonds	Garantir une meilleure gestion des flux et investissements dans le secteur et rendre fonctionnel le comité	DGE	31 décembre	- Nombre de Fonds créés/ nombre prévu - Nombre d'activités réalisées / nombre prévu	NON : Action non achevée ; mais projet de décret présenté	2/10
10/ Créer et rendre opérationnel le Comité des flux financiers du secteur électrique	Avoir un cadre de suivi des flux financiers et investissements du secteur	DGE	30 juin	Activités effectivement suivi / activités réalisées	NON : Projet de décret élaboré et transmis aux différents Ministères concernés pour validation	1/10
11/ Organiser un séminaire sur le bilan des privatisations et les perspectives de développement des filières agro industrielles	Evaluer l'impact des privatisations sur les finances publiques et le résultat des sociétés	DGE	31 décembre	Niveau de réalisation de cette activité	NON : Eléments préparatoires produits (Cf. lettre de désignation du cabinet d'audit) ; Séminaire non tenu	2/10

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 5	54,55/100
------------------------------------	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : RENFORCER LES ACTIONS D'INNOVATION DES STRUCTURES SOUS TUTELLE

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Fiabiliser les données des audiences foraines

1/ Equiper les tribunaux des audiences foraines en matériel informatique	Mettre 200 micro-ordinateurs, 207 imprimantes multifonction et 10 imprimantes laser HP 1320 à la disposition du programme des audiences foraines	SNDI	30 juin	Nombre de matériels livrés / nombre prévu	OUI : 200 micro-ordinateurs complets, 207 imprimantes multifonction et 10 imprimantes HP Laserjet 1320 PV de réception des équipements produit Cf. Bon de sortie SNDI n° 070129-001 du 29 janvier 2007, n°070123-004 du 23 janvier 2007 et n° 070312-001 du 12 mars 2007	10/10
--	--	------	---------	---	---	--------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 2 : Développer le réseau et accroître la clientèle

2/ Ouvrir ou rouvrir une agence à Bouaké	Rendre effectif le fonctionnement de l'agence	BNI BHCI LONACI FDFP La Caisse d'Epargne	30 juin	Niveau de réalisation du projet	OUI : - LONACI : démarche en vue de la réouverture le 1er avril 2007 ; mais difficulté d'ordre politique en voie de résolution (Cf. rapport du Conseiller Technique chargé du projet) - BHCI : une agence ouverte à Bouaké (Cf. le rapport d'activité hebdomadaire au 31 décembre 2007) - FDFP : antenne ouverte le 1^{er} avril (Cf. note de service n° FDFP/DDIRHL-SAGP/ n° 014-2007/PHC/DEA/ FB/AA du 29 mars 2007 et lettres d'affectation des agents) - La Caisse d'Epargne : agence ouverte (Cf. note de réouverture) - BNI : agence ouverte (Cf. Courrier n° 04721/PDG/ DAF/DFC/HSN/NNM du 7 novembre 2007 à la BCEAO)	10/10
3/ Ouvrir 6 agences dont 5 à Abidjan et 1 à l'intérieur du pays (Dabou)	Rendre effectif le fonctionnement de l'agence	BNI	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : 2 agences ouvertes sur 5 prévues à Abidjan : Treichville et Adjamé ; (Cf. Courrier n° 03053/ PDG/DAF/KE/NNM du 17 juillet 2007) En chantier : Yopougon et 2 Plateaux ; A l'intérieur : Dabou en réaménagement	3/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
4/ Construire une nouvelle agence à Yamoussoukro	Renforcer la présence de la BNI par une nouvelle agence	BNI	31 décembre	Niveau de réalisation	NON : Le site est identifié mais Pas de preuve	0/10
5/ Démarrer la réhabilitation de l'agence principale	Entamer les travaux pour doter in fine la BNI d'un siège adéquat	BNI	31 décembre	Démarrage de la réhabilitation effective de l'agence principale.	OUI : 1 ^{ère} étape de la réhabilitation achevée. (Cf. PV de levée des travaux de réserves des bureaux de l'Agence Principale, du 27 novembre 2007)	10/10
6/ Acquérir 1 terrain à Yopougon pour l'implantation d'une agence	Finaliser l'opération d'achat du terrain	BHCI	31 décembre	Niveau de réalisation de l'opération d'achat	OUI : Un terrain de 1579 m² acquis finalement à Akouédo - Pièces attestant l'achat (reçu de paiement délivré par la Bourse des Terrains Aménagés du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement, ...) - Lettre d'attribution non produite	7/10
7/ Accroître l'ouverture de comptes de particuliers	Augmenter les dépôts des particuliers de 2,5 milliards à 4 milliards FCFA en moyenne.	BNI	31 décembre	Volume des dépôts des particuliers obtenus	OUI : amélioration du niveau de dépôts de 2,5 à 4,231 milliards FCFA pour 4 358 clients particuliers (Cf. Liasse mensuelle de contrôle de gestion à fin novembre 2007)	10/10
8/ Accroître l'ouverture de comptes entreprises et institutionnels	Mobiliser 10 milliards F CFA de dépôts de la part des entreprises et institutionnels	BNI	31 décembre	Volume des dépôts des entreprises et institutionnels mobilisés	OUI : Le niveau d'accroissement atteint, (Cf. Tableau des ressources collectées 2006 - 2007)	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Développer les relations avec les institutions internationales

9/ Etablir une convention de partenariat avec la BRS	Obtenir un cadre formel de collaboration	FNS	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	OUI : Accord cadre FNS-BRS en date du 04 septembre 2007 produit	10/10
10/ Organiser un forum avec Afreximbank et d'autres institutions internationales.	Réunir 20 banques et 5 animateurs	BNI	30 juin	Nombre de participants effectifs / nombre de participants prévus	OUI : Forum international AIAFD/BNI, tenu du 27 au 29 mars 2007 à Abidjan avec la participation de 63 banques (Cf. Coupures de journaux et synthèse des travaux)	10/10

Politique d'Action 4 : Développer la monétique et la télématique

11/ Mettre en service 5 guichets automatiques de banque (GAB) (Agence J. Anoma, Agence Prestige, Adjamé et Treichville)	Désengorger les caisses, en rendant opérationnels les 5 guichets automatiques	BNI	30 juin	Nombre de guichets automatiques ouverts / nombre prévu	OUI : 8 guichets automatiques en marche ; rapport de fonctionnement des GAB produit	10/10
12/ Mettre en circulation 4 gammes de cartes de retrait	Elargir et fidéliser la base de clientèles particulières en mettant 2.750 cartes à disposition	BNI	31 décembre	- Type de cartes de retrait en circulation / type de cartes prévues - Nombre de cartes mis à circulation / nombre prévu	OUI : 4 cartes de retrait présentées (Cf. documents photo)	10/10
13/ Mettre à la disposition de la clientèle 5 produits de banque à distance « e-banking » : web, mail, audio, SMS, fax	- Faciliter la gestion des comptes pour la clientèle - Diminuer le volume des demandes de relevés papiers	BNI	30 juin	Niveau de réalisation de l'opération e-banking	OUI : 5 produits e.banking en phase de promotion (Cf. rapport de mise en œuvre)	10/10
14/ Développer 4 nouveaux produits financiers et bancaires (carte bancaire, carte d'identification biométrique, placement des produits d'assurances et prêts bancaires)	Satisfaire 75% de la clientèle sur au moins 2 produits	La Caisse d'Epargne	31 décembre	Taux de satisfaction de la clientèle	OUI : 6 décisions portant création de nouveaux produits présentés ; 5 nouveaux produits réalisés (carte bancaire, carte biométrique, télé compensation, SWIFT et assurance-vie Yako) Résultat de l'enquête d'opinion disponible	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 5 : Diversifier les moyens de paiements internationaux

15/ Commercialiser les chèques de voyage American Express	Distribuer des chèques de voyage pour 1,43 millions d'Euros et 567 000 US\$	BNI	31 décembre	Valeur des chèques vendus / valeur prévue	OUI : Copie de la convention présentée ; vente de 159 150 euros et de 54 800 dollars (Cf. Tableau des Statistiques d'opérations sur les travellers chèques 2007)	10/10
16/ Mettre à la disposition de la clientèle un service de transfert rapide d'argent (MoneyGram)	Rendre effectif le service MoneyGram	BNI	31 décembre	- Niveau de réalisation du projet - Fonctionnement effectif du service Money Gram	NON : Pas de copie de la convention mais opération finalisée (Cf. Tableau Statistique MONEYGRAM et. Liasse mensuelle de contrôle de gestion à fin novembre 2007)	5/10
17/ Obtenir une affiliation au réseau Visa	Rendre effectif le service des cartes Visa	BNI	31 décembre	Fonctionnement effectif du service Visa	NON : Pas de copie de la convention Projet en cours : Affiliation à GIM UEMOA (Cf. spécimen de carte validée par le réseau VISA)	0/10

Politique d'Action 6 : Sécuriser les traitements opérationnels

18/ Finaliser le nouveau plan de sécurité informatique et de continuité de l'exploitation	Couvrir 100% des traitements opérationnels dans le plan	BNI	30 juin	Niveau de réalisation du plan de sécurité informatique	NON : Plan élaboré mais non validé (Pas de TDR)	0/10
19/ Réaliser la migration vers la nouvelle version de la solution bancaire	Rendre effectif à 100% le fonctionnement de la nouvelle version de la solution bancaire	BNI	31 décembre	- Niveau de réalisation du projet - Niveau de fonctionnement de la nouvelle version de la solution bancaire	NON : Formations en cours ; finalisation de la migration vers la nouvelle version ORION V2, fixée au 1er semestre 2008	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 7 : Assainir la situation financière et revaloriser le patrimoine

20/ Inventorier et réévaluer le patrimoine	Connaître à 100% l'état du patrimoine (états financiers et fonds propres)	BNI	30 juin	Niveau de réalisation de l'inventaire et de la réévaluation du patrimoine	OUI : Inventaire et réévaluation du patrimoine réalisés Rapport de l'expert produit	10/10
21/ Suivre la convention de consolidation de la créance de 151 milliards sur l'Etat signée en 2005	Recouvrer 100% des échéances semestrielles encore dues par l'Etat	BNI	30 juin	Montant payé par l'Etat/ Montant dû	OUI : l'Etat a honoré l'échéance de mars 2007 ; pas d'arriérés (Cf. relevés de compte de remboursement de prêt consolidé et courrier n°0367/DDP/SDGD/SDI/GH/NNY du 15 mai 2007 de la Direction de la Dette)	10/10
22/ Céder la créance sur l'Etat	Céder 3 échéances semestrielles	BNI	30 juin	Nombre d'échéances cédées/Nombre d'échéances prévues	OUI : 3 échéances prévues pour 3 cédées (Cf. protocole d'accord valant arrangement particulier relatif au paiement par l'Etat des créances cédées)	10/10
23/ Renforcer le dispositif de recouvrement des créances en souffrance	Ramener le niveau des créances en souffrance de 27 à 14 milliards FCFA	BNI	31 décembre	Niveau des créances restant à recouvrer et/ou à céder	NON : le niveau de recouvrement des créances est passé de 27 à 19 milliards (Cf. Liasse mensuelle de contrôle de gestion à fin novembre 2007)	6/10
24/ Réviser trimestriellement le portefeuille d'engagements	Etablir 4 états trimestriels de revue du portefeuille des engagements	BNI	31 décembre	Nombre d'états établis/Nombre d'états prévus	NON : les rapports demeurent semestriels	0/10
25/ Accroître les garanties hypothécaires dans les schémas de garanties (hors espèces)	Augmenter la proportion des hypothèques de 90% (2006) à 95% des garanties non liquides	BNI	31 décembre	Proportion des garanties hypothécaires	NON : Action non réalisée	0/10
26/ Rechercher des couvertures liquides des risques	Obtenir des garanties liquides pour 2 milliards FCFA	BNI	31 décembre	Niveau des couvertures liquides obtenues/Niveau des couvertures liquides souhaitées	NON : les garanties liquides montent à 522 millions à fin juin 2007 (Cf. Liasse mensuelle de contrôle de gestion)	3/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 8 : Rechercher des financements devant contribuer à la préservation de l'environnement

27/ Obtenir des financements pour la dépollution, l'aménagement et l'exploitation de l'espace lagunaire	Obtenir un accord de financement pour la dépollution, l'aménagement et l'exploitation de l'espace lagunaire	BNI	31 décembre	Montant de financements obtenus	NON : Etudes préliminaires réalisées ; pas de financement Pas de rapport produit ni de convention signée	0/10
28/ Obtenir des financements pour la construction d'un abattoir moderne	Obtenir un accord de financement pour la construction d'un abattoir	BNI	31 décembre	Niveau de financement obtenu financement obtenu	NON : Pas d'étude	0/10

Politique d'Action 9 : Coordonner les activités de gestion financière

29/ Faire la description et la hiérarchisation des 18 postes existants et procéder à l'affectation de 18 agents	Mettre en conformité les compétences avec les 18 postes	FDFP	30 juin	- Niveau de description des postes - Nombre d'agents affectés selon le profil des postes	NON : Fiches de postes élaborées mais non validées parce que soumises à l'adoption préalable des nouveaux statuts et/ou à la mise en place de l'organisation prévue dans le cadre de DGP	6/10
30/ Evaluer la mise en place de la Direction de la Gestion des Ressources Financières	S'assurer de la mise en œuvre des attributions à 100%	FDFP	31 décembre	Nombre de services fonctionnels / nombre prévu	NON : La Direction de la Gestion des Ressources Financières n'est pas mise en place ; action liée à l'adoption des nouveaux statuts	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 10 : Fiabiliser et harmoniser les procédures de gestion des projets

31/ Mettre en place 2 équipes de pilotage et de surveillance des processus	Rendre opérationnelles les équipes et s'assurer du bon suivi des processus imputés à chaque équipe	FDFP	30 juin	- Nombre d'équipes fonctionnelles / nombre d'équipes mises en place - Nombre de processus suivis / nombre de processus imputés	OUI : Equipes créées (Cf. Notes de Service n° FDFP-SG/N°037-2006 PHC/ABC/kp du 4 déc. 2006 et FDFP-SG/N°038-2006 PHC/ABC/kp du 29 déc. 2006) Rapport de suivi produit	10/10
32/ Organiser 3 séances d'information avec 20 principaux prestataires et prescripteurs de formation	Elaborer le premier draft du processus de qualification de l'offre	FDFP	31 décembre	- Nombre de séances réalisées / séances prévues - Nombre de participants effectif / nombre prévu	OUI : 1 atelier en lieu et place de 3 séances d'information organisé, le 24 avril 2007 sur « la qualité de l'offre de formation et le comportement d'achat » liste des participants produite	10/10

Politique d'Action 11 : Mobiliser l'ensemble du personnel sur la mise en œuvre de la Démarche Globale de Progrès (DGP)

33/ Informer et mobiliser 118 agents sur la mise en œuvre de la DGP	Impliquer 80% des agents concernés par le volet de la DGP	FDFP	30 juin	Nombre d'agents impliqués / nombre d'agents concernés	OUI : Texte relatif à la mise en œuvre du nouveau dispositif d'appréciation du personnel produit Comptes rendus de réunion des 2 et 18 avril 2007 produits + listes des participants à l'atelier du 26 au 30 mars 2007 Rapport de suivi évaluation sur la mise en œuvre produit	10/10
---	---	------	---------	---	--	--------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 12 : Participer au financement de l'économie

34/ Octroyer des prêts à 40 particuliers, à 40 PME et à 10 Grandes Entreprises	Relancer les activités en mettant : - 500 millions à la disposition des particuliers - 5 milliards à la disposition des PME ; - 13 milliards aux Grandes Entreprises	BHCI	31 décembre	- Nombre de bénéficiaires / nombre prévu - Montant octroyé / montant prévu	OUI : Octroie de prêts à 65 sur 40 particuliers prévus pour un montant de 690millions , à 54 sur 40 PME pour 4,285milliards , et 24 sur 10 grandes Entreprises pour 14,432 milliards Rapport du Comité de crédit avec liste des bénéficiaires produit (Cf. CR du 26 décembre 2007 de la Direction des Risques et Engagements)	10/10
35/ Mobiliser des fonds pour le soutien à l'habitat	Allouer des ressources longues pour un montant de 1 milliard de FCFA	BHCI	31 décembre	Fonds alloués/ fonds prévus	NON : Action non réalisée (en pourparler avec la BNI)	0/10

Politique d'Action 13 : Renforcer les ressources de la BHCI

36/ Augmenter le capital social de la BHCI	Finaliser l'opération de recapitalisation en passant de 1,755 milliards à 4,555 milliards de F CFA	BHCI	31 décembre	- Augmentation du nombre d'actions - Lettre d'accord	NON : Opération inachevée, niveau de capitalisation non atteint, promesse d'apport obtenue	0/10
--	--	------	-------------	---	---	-------------

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 14 : Restructurer les organes de gestion et parachever la réforme institutionnelle de la Caisse d'Epargne

37/ Organiser les 6 Directions et Départements conformément au nouvel organigramme	Obtenir une organisation adaptée au système bancaire	La Caisse d'Epargne	31 décembre	Nombre de Directions restructurées / nombre de Directions totales	OUI : Acte de restructuration produit (cf. Cahier de charges des Départements) ; Actes de nomination produits	10/10
38/ Faire approuver le dossier d'agrément de la CE en qualité de banque	Obtenir l'agrément de la Commission Bancaire	La Caisse d'Epargne	31 décembre	Nombre de diligences réalisées / nombre de diligences à réaliser	NON : Processus en cours ; mise en œuvre de l'audit diligentée par la Commission Bancaire de l'UMOA (Cf. courriers n° 4647/MEF/CS-01 du 28 septembre et n° 5082/MEF/CAB/CS-01 du 30 octobre 2007 du Cabinet au CNCE)	5/10

Politique d'Action 15 : Développer les jeux de pari et les autres jeux à nombre

39/ Acquérir de nouveaux terminaux de prise de pari	Accroître la capacité des moyens d'exploitation avec 200 nouveaux terminaux	LONACI	31 décembre	Nombre de terminaux acquis / quantité prévue	NON : 100 nouveaux terminaux acquis TPM sur 200 prévus (Cf. Bon de livraison EDTCI SN 207 du 4 juin 2007)	5/10
40/ Etendre le réseau d'exploitation à 150 nouveaux points ALR et 5 nouveaux points PLR	Accroître la force de vente à 150 nouveaux points ALR et 5 nouveaux points PLR	LONACI	31 décembre	Nombre de points de vente installés / nombre prévu	OUI : Acquisition de 100 nouveaux points ALR sur 150 et de 8 sur 5 PLR prévus (Cf. rapport)	8/10
41/ Prendre en charge de façon systématique les demandes des clients et autres partenaires	Améliorer à 100% les prestations du service clientèle	LONACI	31 décembre	Niveau de satisfaction des clients et partenaires	NON : 1 espace d'accueil des gagnants (VIP) aménagé (Cf. bon de commande n° 003014 du 15 août 2007) Pas d'enquête d'opinion	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 16 : Développer les produits à grattage

42/ Réhabiliter 400 kiosques vétustes	Accroître le nombre de kiosques fonctionnels à 400 nouveaux kiosques	LONACI	31 décembre	Nombre de kiosques réhabilités / prévus	OUI : 400 kiosques réhabilités pour le produit Coffre-fort ; (Cf. bon de commande n° 002264 du 8 août 2007) Rapport d'activité et chiffre d'affaires produits	10/10
43/ Installer 150 nouveaux kiosques	Augmenter le réseau actuel de 150 nouveaux kiosques	LONACI	31 décembre	Nombre de nouveaux kiosques installés / prévus	NON : Pas de nouveaux kiosques installés , cependant dépouillement de l'appel d'offre	0/10
44/ Lancer 5 nouveaux produits à grattage	Réaliser le chiffre d'affaires grattage contenu dans le budget 2007	LONACI	31 décembre	- Nombre de produits lancés / nombre prévu - Chiffre d'affaires réalisé / chiffre d'affaires prévu au budget 2007	OUI : 6 nouveaux lancés sur 5 : FLASH en janvier 2007, Coffre-fort le 30 mars et Cocorico le 23 mai 20007 ; Mini en juillet ; 3 chances en septembre et Ya match (Cf. rapport d'activité) ; prospectus et affiches produits	10/10

Politique d'Action 17 : Etendre les activités et les œuvres sociales de la LONACI

45/ Faire l'étude technique, l'appel d'offres et démarrer les travaux de construction du site pilote d'exploitation de la Vidéo loterie	Démarrer les travaux de construction	LONACI	31 décembre	Niveau de réalisation par rapport au chronogramme de mise en œuvre Niveau de réalisation par rapport au chronogramme	NON : l'accord de concession provisoire produit (Cf. Arrêté n°07-0187/MCU/DDU/SDPAA/SAC du 14 mai 2007) Etude technique terminée Recherche de financement Pas de démarrage	4/10
46/ Construire un centre de santé d'une valeur de 30 millions dans le Moyen Comoé et finaliser 3 chantiers précédemment engagés dans la région des Lacs	Contribuer à l'équipement de 4 localités en biens sociaux collectifs	LONACI	31 décembre		OUI : Chantier de construction du Dispensaire de Zouhounou /Niable réceptionné le 22 décembre 2007 (Cf. bon de commandes et documents photos) ; 3 logements d'infirmier à Tiébissou et à Bocanda, réceptionnés respectivement le 19 mars et le 10 juillet 2007	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 18 : Créer les conditions de viabilité fonctionnelle et structurelle

47/ Loger les services du FNS dans les locaux de l'immeuble de l'ex-Air Afrique au Plateau	Aménager 50 bureaux fonctionnels pour le Fonds	FNS	30 juin	Pourcentage de réalisation	NON : Elaboration du plan d'aménagement ; marchés gré à gré signés mais locaux occupés par le Liquidateur de l'ex-Air Afrique (Cf. Copie des marchés n° 2007-0-2-0790/08-12 et n° 2007-0-2-0791/08-12 et PV de la réunion du 23 janvier 2008 avec le Liquidateur)	5/10
48/ Créer une commission de travail sur le nouveau statut du FNS	Proposer un nouveau statut	FNS	30 juin	Niveau de réalisation du projet	NON : Commission non créée Termes de Référence élaborés	5/10
49/ Préparer le dossier d'agrément comme établissement financier	Réunir l'ensemble des dossiers nécessaires	FNS	31 décembre	Nombre de dossiers réunis / nombre prévu	NON : Action non réalisée	0/10

Politique d'Action 19 : Optimiser la prise en charge des promoteurs

50/ Encadrer les promoteurs au montage de leurs projets	Appuyer au moins 30% des promoteurs dans l'élaboration de leur étude de faisabilité	FNS	31 décembre	Nombre de promoteurs pris en charge / nombre d'appui sollicité	OUI : 4 promoteurs encadrés ; 2 études de faisabilité finalisées (Cf. rapports de prise en charge)	10/10
51/ Former l'ensemble des promoteurs bénéficiaires de financements	Organiser au moins 1 session de formation des promoteurs par trimestre	FNS	30 juin	- Nombre de sessions de formation organisée / nombre prévu - Nombre de participants / nombre prévu	NON : Pas de formation ; difficulté d'imputation budgétaire	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 20 : Renforcer les moyens techniques

52/ Concevoir et mettre en œuvre le progiciel « métier »	Rendre fonctionnel le progiciel	FNS	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	OUI : Progiciel installé (Cf. PV d'installation et liste des utilisateurs)	10/10
53/ Concevoir un outil pratique de modélisation financière propre au FNS	Harmoniser les analyses financières contenues dans les demandes de crédits élaborées par les chargés de financement	FNS	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : 1 groupe de travail constitué ; pas de TDR ni d'outil de modélisation financière	0/10
54/ Proposer un plan de financement de projets collectifs en termes d'objectifs annuels	Initier et conduire 5 projets collectifs	FNS	31 décembre	Nombre de projets collectifs proposés au financement / nombre prévu	NON : 2 projets réalisés sur 5 : Financement de 50 Cybercall shops et de dépôts de boissons (Cf. projets Collectifs)	4/10
55/ Installer un logiciel de contrôle des tickets grattage gagnants	Sécuriser à 100% les gains au grattage	LONACI	31 décembre	- Niveau d'évolution du projet d'installation - Niveau de réduction de la fraude	OUI : logiciel de contrôle installé ; Cf. PV d'installation et rapport d'audit	10/10

Politique d'Action 21 : Développer et renforcer les actions de communication

56/ Mettre en œuvre un site Internet	Rendre fonctionnel le site Internet	FNS	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Adresse communiquée mais site non fonctionnelle : www.fns.finances.gouv.ci	4/10
57/ Organiser une journée promotionnelle du FNS	Présenter les produits du FNS à 5000 visiteurs au moins	FNS	30 juin	Taux d'affluence	NON : Intégrée aux Journées Portes Ouvertes (JPO) du MEF Eléments préparatoires disponibles	5/10
58/ Mettre en place le bulletin d'information du FNS	Produire un numéro chaque mois	FNS	31 décembre	Fréquence de parution et nombre de tirages	NON : Bulletin en voie de conception avec pour titre « FNS Actualités »	0/10

ELEMENTS D'APPRECIATION						
POLITIQUES D'ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
59/ Faire mieux connaître la structure (BNI)	Améliorer l'image de l'institution auprès des entreprises, des institutionnels et des particuliers	BNI	31 décembre	Enquête d'opinion : données chiffrées et classement de la BNI par rapport aux premières banques locales	NON : Pas de résultat d'enquête d'opinion , cependant développement d'une communication active à travers les médias et les affichages (Cf. Jeune Afrique Hors-Série n° 16, classement des 200 premières banques africaines)	0/10
60/ Alimenter le site en 20 rubriques et 10 menus principaux d'informations	Rendre opérationnel le site portail du MEF	SNDI	30 juin	Nombre de rubriques animées / nombre prévu	OUI : Site portail du MEF réalisé et présenté au Cabinet le 13 juin 2007, l'Adresse provisoire du Ministère est www.sndi-ci/mef	10/10
61/ Câbler 81 bureaux du Cabinet et attribuer les comptes utilisateurs de l'Intranet	Rendre opérationnel l'Intranet et réaliser la connexion de tous les services du Cabinet du MEF	SNDI	30 juin	Nombre de personnes connectées / nombre prévu	OUI : 92 sur 81 bureaux câblés, tous les utilisateurs ont une adresse électronique	10/10
62/ Construire le réseau VSAT et installer un Hub à la Cité financière	Rendre fonctionnel le réseau VSAT	SNDI	30 juin	- Niveau de réalisation du Hub - Niveau de réalisation	OUI : Réseau VSAT fonctionnel, outre le Hub installé à la Cité financière, 6 autres villes opérationnelles - Chronogramme de réalisation des travaux produit Cf. réunion de chantier du 15 juin 2007 - Tests concluants Cf. PV d'ALCATEL n° Réf : RCS20-ASP-TR-1056 du 05 mai 2007 et courrier N/Réf SAF 2007/ 625/NKS/MGN-EL du 13 avril 2007 de SOCOTEC AFRICA - PV de réception des travaux Cf. courrier N/R2F. : SAF 2007/ 727/DL/AC du 30 avril 2007 de SOCOTEC AFRICA	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 22 : Mettre en œuvre les outils de suivi des projets

63/ Etablir un cadre de collaboration entre les jeunes contrôleurs de gestion, les promoteurs et le FNS	Suivre à 100% l'exploitation des projets	FNS	30 juin	- Niveau d'élaboration du cadre - Nombre de projets suivis / nombre total de projets financés	OUI : Cadre élaboré mais non opérationnel	6/10
64/ Mettre en œuvre les outils de surveillance des comptes des promoteurs	Disposer d'informations sur l'ensemble des comptes des promoteurs	FNS	30 juin	Nombre de comptes suivis / nombre total de comptes	OUI : Situation générale des comptes des promoteurs au 31 mai 2007 produit 8 projets ont fait l'objet de régularisation pour la première compensation et 14 pour la deuxième comprenant toujours les 8 premiers projets	10/10

Politique d'Action 23 : Mettre en œuvre les outils de sécurisation des financements

65/ Elaborer et activer le plan de gestion des risques de crédit du FNS	Réduire le risque crédit qui pèse sur les projets à 70%	FNS	30 juin	Taux de recouvrement	OUI : Guide de gestion globale du risque produit ; le taux de recouvrement des projets en phase de remboursement à fin mai est de 48,02%. Légère amélioration par rapport à celui de novembre 2006 (42,2%)	10/10
66/ Formaliser les actes de garantie de tous les projets financés par le FNS	Sécuriser à 100% les financements du FNS	FNS	31 décembre	Nombre d'actes formalisés / nombre total d'actes à formaliser	OUI : 15 dossiers signés par les parties dont 2 notariés et 13 en cours d'enregistrement	10/10

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 6						60,76/100
------------------------------------	--	--	--	--	--	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : CONTRIBUER A LA SECURISATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Participer au renforcement de la fluidité routière

1/ Organiser un séminaire conjoint avec les Ministères de la Sécurité et de la Défense	Harmoniser les missions de contrôle	DGD	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	OUI : Séminaire organisé sur la réglementation des opérations de contrôle en CI Actes du séminaire (Cf. affiche sur les recommandations)	10/10
2/ Classifier et vulgariser les documents et titres de transport dans le cadre des échanges intra-communautaires	Faire connaître la réglementation applicable	DGD	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Action non réalisée	0/10

Politique d'Action 2 : Evaluer la collaboration pouvoir public-opérateurs économiques après cinq (5) ans de crise

3/ Etablir un catalogue des mesures d'incitation et d'allègement déjà prises	Disposer d'un document de référence des efforts consentis par l'Etat	DGD	31 décembre	Niveau d'élaboration du catalogue	OUI : Bilan des mesures fiscales de soutien au secteur privé réalisé au cours du séminaire des 18 et 19 octobre 2007 à l'IIAO de Gd-Bassam (Cf. rapport de synthèse)	10/10
4/ Recueillir et examiner les nouvelles suggestions des opérateurs économiques	Connaître le niveau d'efforts à consentir pour redynamiser l'économie	DGD	31 décembre	Niveau de traitement de la diligence	OUI : Doléances et propositions recueillies et examinées au cours du séminaire des 18 et 19 octobre 2007 à l'IIAO de Gd-Bassam (Cf. rapport de synthèse)	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Améliorer l'image de l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire

5/ Organiser un séminaire sur les immunités diplomatiques et de juridictions	Garantir l'application de la réglementation et des pratiques internationales en vigueur	DGTCP	31 décembre	Niveau d'exécution de la diligence	NON : Tenue de 3 réunions, les 27 avril, 31 mai et 14 juin, en vue de déterminer la liste des participants, les sous thèmes et l'évaluation des diligences du séminaire (Cf. CR des réunions) Séminaire organisé les 24 et 25 janvier 2008 à Gd-Bassam (Cf. rapport du séminaire)	10/10
6/ Organiser un séminaire conjoint sur les exonérations fiscales	S'assurer de la maîtrise et de l'application de la réglementation	DGI DGD	31 décembre	Niveau de réalisation de la diligence	OUI : Séminaire organisé du 27 au 30 juin. (Cf. rapport de synthèse du séminaire et modules exposés)	10/10
7/ Tenir un séminaire sur les conditions d'organisation des jeux de hasard en Côte d'Ivoire	Faire connaître et appliquer la réglementation sur l'organisation de jeux	LONACI	31 décembre	Niveau de réalisation de la diligence	NON : Séminaire remplacé par des articles de sensibilisation (dans 5 organes de presse)	5/10

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 7	78,57/100
------------------------------------	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : FIABILISER LE SYSTEME D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Promouvoir le dispositif réglementaire relatif au rapatriement des recettes d'exportation

1/ Organiser un séminaire à l'attention de 18 banques	Améliorer de 10% le taux de rapatriement des recettes d'exportation	DGTCP	30 juin	Taux de rapatriement Nombre de participants / prévus	OUI : Séminaire organisé les 17 et 18 décembre 2007 (cf. actes de séminaire et rapport de synthèse des travaux) mais état d'exécution des actes et état comparatif des taux de rapatriement 2006/2007 non produits	5/10
---	---	-------	---------	---	---	-------------

Politique d'Action 2 : Produire les agrégats significatifs et donnés de l'économie

2/ Produire les données économiques, financières et sociales dans les délais (mensuels)	Etablir mensuellement les données sur l'économie	DGE	30 juin	Fréquence de production des données	OUI : Documents présentés (TOFE, Cadrage macroéconomique, Lettre de conjoncture et Tableau Résumé de l'Economie) Etat comparatif des délais de production des données 2006 - 2007 produit	10/10
3/ Mettre en place un nouveau logiciel de prévisions économiques	Améliorer à 90% le traitement des informations économiques	DGE	30 juin	- Opérationnalité du logiciel - Niveau de fiabilité des prévisions économiques	NON : Logiciel non acquis pour défaut de financement	0/10
4/ Equiper le CIEF (Centre d'Information Economique et Financière)	Rendre opérationnel à 100% le CIEF	DGE	31 décembre	Niveau d'équipement reçus / les équipements attendus	OUI : Centre équipé (Cf. bordereaux n° 16282, 16286 du 18 janvier 2007 et 16294 du 19 janvier 2007) Documents publiés : Cabine de pilotage de l'économie ivoirienne ; CI en chiffres, Veille Eco-bimensuel	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Améliorer la diffusion des informations économiques et financières

5/ Elaborer un répertoire des actes réglementaires	Disposer de tous les actes pris par le Ministre en charge de l'économie et finances de 2000 à 2002	DGE	30 juin	Niveau de collecte des informations	OUI : Répertoire des actes réglementaires du Ministère de 2000 à 2002 élaboré et disponible. Actes réglementaires disponibles au sein de la DGE	10/10
6/ Elaborer et éditer la « Côte d'Ivoire en Chiffres »	Disposer de toutes les informations sur l'économie de 1997 à 2006	DGE	30 juin	Niveau de réalisation du document	OUI : « Côte d'Ivoire en Chiffres » édité et disponible	10/10

Politique d'Action 4 : Renforcer la modernisation du système d'information financière et comptable

7/ Améliorer les performances du progiciel ASTER	Rendre fonctionnel la nouvelle version	DGTCP	31 décembre	Niveau de fonctionnalité de la nouvelle version	OUI : Test de fonctionnalité de la nouvelle version d'ASTER réalisé. (Cf. Rapport d'étape et tableau comparatif des tests effectués sur ASTER V3.5a1 et étude comparative V2.2b et V3.5a1) Acquisition d'une version améliorée V4.126 (Cf. PV d'installation, 20 novembre 2007)	6/10
8/ Finaliser l'audit de Aster et mettre en œuvre les recommandations à court terme de l'audit	Réaliser l'ensemble des recommandations à court terme de l'audit	DGTCP	31 décembre	- Niveau de réalisation de l'audit - Nombre de recommandations réalisées / ensemble des recommandations	OUI : Rapport d'audit de ASTER rédigé et validé par le Comité de Direction, le 8 février 2007 Rapport de mise en œuvre des recommandations disponible	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

9/ Attribuer par arrêté 1 code d'identification aux 582 Postes Comptables	Rendre disponible une nouvelle codification de l'ensemble des PC	DGTCF	31 décembre	Niveau de réalisation	NON : Nouvelle codification des postes comptables effectuée et validée par le Comité de Direction (Cf. projet) Arrêté non pris	0/10
10/ Renforcer la sécurité du système d'exploitation des données du site DGI	Sécuriser le système d'exploitation des données	DGI	30 juin	Niveau de mise en œuvre	OUI : Rapport sur le renforcement de la sécurité du système d'exploitation des données produit le 15 janvier 2008	10/10
11/ Mettre en place un comité SIGFiP/ASTER	Assurer une meilleure articulation entre SIGFiP et ASTER afin d'accroître la qualité des statistiques	DGBF	30 juin	Existence formelle du Comité	OUI : Comité mis en place par Arrêté n° 53/MDPMEF/DGTCF/CE du 16 février 2007 Projet de Règlement Intérieur PV de réunion du 12 avril 2007, du 15 juin 2007 et liste de présence produits	10/10

TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 8	73,64/100
------------------------------------	------------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 9 : METTRE EN ŒUVRE LES FORMATIONS IDENTIFIEES ET AMELIORER LES POLITIQUES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Axer les formations sur les modules relatifs à la politique qualité, à la bonne gouvernance et au management

1/ Organiser un atelier de formation à la norme qualité	Amener 90% des agents de la DAAF à s'approprier la norme qualité	DAAF	31 décembre	- Nombre d'agents formés / nombre d'agents total de la DAAF - Niveau d'appropriation de la norme qualité (enquête d'opinion)	OUI : Atelier organisé les 9 et 10 octobre 2007 ; 24 agents formés sur 46 ; Rapport produit Résultat de l'enquête d'opinion produit le 8 février 2008	10/10
2/ Sensibiliser l'ensemble personnel à la politique Qualité	Former le personnel à 100% sur la politique qualité	BNI	31 décembre	- Nombre d'agents formés / nombre total du personnel - Niveau de réalisation des objectifs de l'entreprise	OUI : Séminaire sur la qualité organisé d'octobre à décembre 2006 ; 9 janvier 2007 : réunion du Comité en vue de l'élaboration du Plan d'action qualité 2007 ; 25 juin adoption dudit plan ; sensibilisation à 100% (Cf. documents produits)	10/10
3/ Organiser un séminaire sur la bonne gouvernance à la DGI	Instaurer la bonne gouvernance au sein de la DGI	DGI	30 juin	Nombre de participants / Nombre de participants attendus	OUI : Séminaire organisé les 5 et 6 mars 2007 à Grand-Bassam (Cf. actes du séminaire)	10/10
4/ Former 25 responsables en capacités managériales	Amener les responsables à la maîtrise de la gestion managériale	FDFP	31 décembre	- Nombre de responsables formés / nombre prévu - Niveau d'appropriation de la culture managériale par les responsables	OUI : Formation organisée le 18 juin 2007 sur « la pratique de l'entretien d'appréciation » CR et liste des participants produits	10/10
5/ Organiser 4 séminaires de formation du personnel sur « l'option banque »	Objectifs mesurables Former l'ensemble du personnel d'exploitation	La Caisse d'Epargne	31 décembre	- Nombre de séminaires organisés / nombre prévu - Nombre d'agents formés / nombre prévu	OUI : 12 séminaires organisés ; rapports produits Résultats de l'évaluation post formation fourni (Cf. bordereau de transmis. n° 0091/CE/DGA/DARH/dzm du 08 janvier 2008)	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION		OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
	POLITIQUES D'ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER						
6/	Initier 2 ateliers de formation sur l'analyse des risques projet et de conduite d'entretien préliminaire	Former tous les chargés de financement	FNS	31 décembre	Nombre de chargés de financement formés / nombre prévu	NON : Pas d'atelier de formation	0/10
7/	Organiser un séminaire de formation au logiciel « enclave » à l'attention des 41 Payeurs à l'Etranger	Renforcer les capacités des Payeurs à l'Etranger sur le logiciel	DGTCP	31 décembre	- Nombre de Payeurs à l'Etranger participants à la formation / nombre total de Payeurs - Enquête d'impact : résultats	NON : Séminaire non tenu en raison de la validation tardive du logiciel « Enclave » le 07 décembre 2007	0/10
8/	Former les acteurs des EPN nouvellement connectés à l'utilisation du RICl	Amener les acteurs des EPN à mieux connaître les procédures de gestion	DGBF	30 Juin	Ratio des participants au séminaire par rapport au nombre total d'acteurs des EPN nouvellement connectés au RICl	OUI : Formation organisée par la SNDI (Cf. rapport de formation) Résultats de l'enquête post formation produits	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 2 : Consolider les politiques de formations initiées

9/ Produire un répertoire de formation du Ministère	Obtenir un répertoire consolidé des formations continues des Directions Générales et Services rattachés	DAAF	31 décembre	Nombre de répertoires sectoriels obtenus / nombre de structures	OUI : Répertoire est produit sur la base du décret n° 2006-118 du 7 juin 2006 portant organisation du MEF ; (à actualiser dès diffusion du nouveau décret n°2007-468 du 15 mai 2007). Il prend en compte les données de 6 structures sur 7 : DAAF, DGTCP, DGD, DGBF, DGI et DGE ; Pas de PV de réunion	7/10
10/ Faire le bilan de la formation des agents du Fisc à l'Ecole Nationale d'Administration	Obtenir une base de données sur la formation à l'Ecole Nationale d'Administration sur les 10 dernières années	DGI	30 juin	Niveau de réalisation du projet	NON : Bilan effectué au titre du dernier trimestre de l'année 2007 (Cf. rapport produit)	0/10
11/ Faire le bilan de la formation continue et élaborer un programme de formation continue	Obtenir une base de données sur la formation continue durant les 5 dernières années et élaborer un nouveau programme de formation continue en fiscalité (90%) et autres disciplines (10%)	DGI	30 juin	Niveau de réalisation du projet	NON : Bilan non effectué ; cependant, nouvelle stratégie de formation continue disponible	5/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Poursuivre la mise en œuvre de la réforme des Marchés Publics

12/ Former les Points focaux du SIGMAP aux nouvelles procédures des Marchés Publics	Amener l'ensemble des points focaux à maîtriser les nouvelles procédures	DGBF	31 décembre	Ratio des points focaux formés / nombre total de points focaux	OUI : Formation du 1er niveau des acteurs réalisée du 16 mars au 4 avril 2007 (Cf. programme de formation, liste de présence, comptes-rendus des séances de formation)	10/10
TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 9						68,33/100

OBJECTIF SPECIFIQUE 10 : AMELIORER QUALITATIVEMENT LA GESTION ADMINISTRATIVE

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 1 : Affirmer l'articulation institutionnelle des Services

1/ Prendre un arrêté portant organisation des Directions et Services Rattachés de la DGBF	Obtenir un organigramme et une répartition claire des attributions des Services	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	NON : Pas d'Arrêté pris	0/10
---	---	------	-------------	---------------------------------	--------------------------------	-------------

Politique d'Action 2 : Actualiser la réglementation relative aux cautionnements et indemnités des comptables publics

2/ Réviser l'arrêté n°007/MEF/DGCPT du 10 janvier 1997 fixant le montant du cautionnement	Prendre en compte 24 nouvelles dénominations	DGTCP	31 décembre	Niveau d'élaboration de l'arrêté	OUI : Arrêté révisé et signé. (Cf. arrêté n°108 /MEF/DGTCP/CE du 3 mai 2007 portant modification de l'arrêté n°007/ MEF/DGCPT du 10 janvier 1997)	10/10
3/ Prendre 3 arrêtés relatifs aux montants des cautionnements et des indemnités allouées aux Receveurs des Produits Diverss, aux Chefs d'Agence de l'ACCD et aux Agents Comptables des Projets	Permettre aux 3 corps de comptables publics d'être régis par des textes spécifiques	DGTCP	31 décembre	Nombre d'arrêtés pris / nombre d'arrêtés prévus	NON : 1 arrêté pris sur 3 : arrêté n°688/MEF/DGTCP/CE du 17 décembre 2007 fixant les bases de cautionnement et les indemnités des agents comptables auprès des projets	3/10
4/ Mettre en place un logiciel de traitement des cautionnements	Recouvrer à 70% les cautionnements comptables	DGTCP	31 décembre	Nombre de comptables qui cautionnent / nombre total de comptables	OUI : Logiciel installé et fonctionnel (Cf. fiche d'installation du logiciel et extractions de comptes produites) Etat consolidé des statistiques des cautionnements du 29 juin 2006 au 29 juin 2007 produit Taux de recouvrement : 75,59% sur un objectif de 70%	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 3 : Assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines

5/ Elaborer un catalogue des compétences et des emplois de 4 types de services du Trésor (T. Générale, T. Principale, Trésorerie, Paierie de District et de Départements)	Obtenir le cadre organique des emplois de tous les services du Trésor	DGTCP	31 décembre	- Niveau de réalisation du projet - Nombre de type de service pris en compte / nombre total de type de services	NON : Cadre organique des emplois réalisé par le cabinet DRH Conseil en 2006 mais non validé par le Comité de Direction ; tenue de séances de validation des fiches d'emploi établies par DRH Conseil, du 25 juin au 30 juillet 2007 (Cf. projet de cadre organique et programme des séances de validation des fiches d'emplois)	2/10
6/ Créer et faire fonctionner un Comité qualité	Améliorer la qualité des services	DGE IGF SNDI DGBF	31 décembre	Nombre de séances tenues / nombre prévu	NON : - DGBF : Action non réalisée OUI : - IGF : Comité Qualité créé par décision n°055/MDPMEF/IGF du 30 janvier 2007 ; Responsables nommés par note de service n°182/MEF/IGF/YKB du 24 avril 2007 ; 4 comptes rendus de réunion en date du 29 mars, 4, 12 et 21 juin 2007 produits - SNDI : OUI : Comité créé par note interne du 03 janvier 2007 ; rapport d'activité et PV de réunions des 25 et 30 avril 2007 produits - DGE : OUI : Comité créé (Cf. Décision n° 10/MEF/DGE du 14 janvier 2008) ; Pas de PV de réunion	8/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
7/ Sensibiliser par des réunions les agents à l'accueil et à l'écoute des contribuables	Sensibiliser 90% des Agents de services opérationnels à l'accueil et à l'écoute des contribuables	DGI	31 décembre	Nombre d'Agents sensibilisés / nombre total d'agents des services opérationnels	NON : Document de sensibilisation élaboré et présenté 1 réunion avec les secrétaires mais pas de PV de sensibilisation	0/10
8/ Elaborer un plan triennal de recrutement	Maîtriser les effectifs sur 3 ans	DGI	31 décembre	Niveau de réalisation du plan	NON : Pas de plan triennal initié en 2007, cependant existence d'1 plan sur 4 ans initié depuis 2005 (Cf. courrier n° 2042/MEMEF/DGI/DRHMG/ba du 4 octobre 2005 du DGI au MEMEF et courrier n° 0863/MEF/DGI/DRHMG/SDP/kj du 18 mai 2007 du DGI au DAAF relatif au concours de l'ENA 2007)	0/10
9/ Achever les travaux de description des postes de travail	Obtenir le nombre d'agents par postes de travail pour une Direction Régionale et pour chacune des 11 Directions Centrales	DGI	31 décembre	Niveau de description des Postes de travail de la DR et des DC	NON : Action non réalisée	0/10
10/ Organiser des réunions semestrielles avec les responsables du personnel du Cabinet, de l'IGF et les différentes Directions Générales	Mettre à jour le fichier du personnel	DAAF	30 juin et 31 décembre	- Nombre de réunions organisées / nombre prévu - Concordance entre les fichiers DAAF et les fichiers sectoriels - Nombre de services enregistrés au fichier / nombre de services du MDPMEF	OUI : Un courrier de sensibilisation du MEF aux différentes structures (Cf. lettre n° 063/MEF/DAAF du 02 juillet 2007) ; mais pas de réunion Production de la liste du personnel du MEF par GESPERS (démonstration faite) Pas de compte rendu de réunion	7/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

11/ Editer et diffuser le code d'éthique par affichage dans les locaux et remise d'un exemplaire à chaque agent	Informier l'ensemble des agents sur les dispositions du Code d'éthique	DGD	30 juin	Niveau de réalisation et de diffusion du code	NON : Code d'éthique élaboré mais non diffusé	0/10
12/ Editer et diffuser le code d'éthique par affichage dans les locaux et remise d'un exemplaire à chaque agent	Informier l'ensemble des agents sur les dispositions du Code d'éthique	DGBF	30 juin	Niveau de réalisation et de diffusion du code	NON : Action non réalisée	0/10
13/ Elaborer un profil de carrière et instituer une commission de proposition de nomination	Obtenir un cadre formalisé de gestion de carrière et de nomination	DGD	30 juin	Niveau de réalisation de l'opération	NON : Pas de profil de carrière ni de commission de proposition de nomination	0/10
14/ Elaborer un profil de carrière et instituer une commission de proposition de nomination	Obtenir un cadre formalisé de gestion de carrière et de nomination	DGBF	30 juin	Niveau de réalisation de l'opération	NON : Pas de profil de carrière ni de commission de proposition de nomination	0/10

Politique d'Action 4 : Automatiser les outils, méthodes et procédures de travail

15/ Informatiser la pédagogthèque	Numériser les rapports et mémoires de l'année 2007	DAAF	31 décembre	- Niveau de réalisation du CD rom - Nombre de documents numérisés / nombre de documents déposés	NON : Pédagothèque réhabilitée mais non informatisée ; Pas de CD-rom des fichiers numérisés ; Absence de financement	0/10
16/ Faire migrer le logiciel GESPERS vers ORACLE	Réécrire tous les fichiers sources en langage SQL	DAAF	31 décembre	Nombre de fichiers modifiés / nombre total de fichiers existants	NON : Action non réalisée parce que soumise à la formation préalable des utilisateurs (cf. réponse de la SNDI n° 0023/ DEDF/MYN/EZ du 10 octobre 2007) ; le matériel adapté n'est pas acquis	0/10
17/ Confectionner les badges des agents des Directions autres que les régies	Identifier les agents du MDPMEF autres que ceux des régies	DAAF	30 juin	Nombre d'agents détenteurs de badges / nombre total d'agents	OUI : Les badges sont produits (Cf. liste des agents bénéficiaires)	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
	POLITIQUES D'ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER					
18/ Mettre à jour l'annuaire et les organigrammes du Ministère	Produire et diffuser l'annuaire et les organigrammes du Cabinet, des Services rattachés et des 5 Directions Générales	DAAF	31 décembre	- Niveau de réalisation du projet - Nombre d'annuaires et d'organigrammes éditées / nombre de structures	OUI : Annuaire téléphonique et organigrammes édités et présentés	10/10
19/ Prendre 1 acte relatif aux procédures de fonctionnement et faire démarrer le Scanner	Rendre opérationnel le scanner	DGD	31 décembre	Niveau de réalisation de l'opération	OUI : Scanner fonctionnel, Cf. circulaires n° 1334 du 15 janvier 2007 et n° 1344 du 13 février 2007 Pas de cérémonie d'inauguration	7/10
20/ Installer le projet SYDAM World et exploiter 7 sites pilotes	Rendre effectif le fonctionnement des sites pilotes	DGD	31 décembre	- Niveau de réalisation du projet Sydam World - Nombre de sites pilotes fonctionnels / nombre prévu	OUI : SYDAM World installé Chronogramme d'installation produit 10 sites dont 7 sites pilotes, exploités PV d'installation, d'exploitation et liste des sites produits Rapport de test présenté	10/10
21/ Automatiser les crédits d'enlèvement par les banques	Réduire le taux de fraude des crédits d'enlèvement	DGD	31 décembre	Taux de réduction de la fraude	OUI : Exécuté par le moyen du SYDAM World (Cf. PV) Pas de PV de connexion	4/10
22/ Développer une nouvelle version améliorée du SIGMAP	Apporter des réponses idoines aux préoccupations des acteurs du Système des Marchés Publics	DGBF	31 décembre	Niveau de réalisation du projet	OUI : version améliorée du SIGMAP réalisée	10/10
23/ Elaborer un programme d'extension du réseau informatique à l'intérieur du pays	Connecter 7 CDI fonctionnels au réseau informatique	DGI	31 décembre	Niveau de réalisation du programme	OUI : Programme élaboré et mis en service Point de câblage des sites produit	10/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

24/ Mettre à jour les applications existantes et développer de nouvelles applications	Mettre à jour 75% des applications existantes et développer 3 nouvelles applications	DGI	31 décembre	- Nombre d'applications mises à jour / nombre total d'applications existantes - Nombre d'applications nouvelles développées / Nombre prévu "	OUI : 7 applications mises à jour et 14 nouvelles développées (Cf. rapport)	10/10
25/ Faire le bilan de l'équipement informatique des services et élaborer un programme d'équipement	Déterminer et équiper les services en outils informatiques	DGI	30 juin	Niveau de réalisation de l'inventaire	OUI : Résultats de l'inventaire et état des besoins disponibles	10/10
26/ Développer un applicatif informatique d'appui à la gestion budgétaire des Collectivités Décentralisées (phase pilote : déployer le système dans 05 Collectivités)	Mettre un outil d'appui à la gestion Budgétaire à la disposition de 5 Collectivités décentralisées	DGBF	31 décembre	Nombre de collectivités décentralisées dotées / nombre prévu	NON : Au stade de projet de mise en place d'une équipe chargée de la mise en œuvre de l'applicatif	0/10

Politique d'Action 5 : Améliorer le cadre de travail des Agents

27/ Réhabiliter 5 casernes et achever les travaux engagés à Noé et Aboisso	Offrir de bonnes conditions de travail aux agents	DGD	30 juin	- Nombre de casernes réhabilitées / prévues - Niveau de réalisation des travaux de Noé et Aboisso	NON : Programme de réhabilitation non présenté. Aucune caserne n'est réhabilitée. Les travaux engagés à Noé et Aboisso inachevés	0/10
28/ Construire 2 centres de Formation Continue à Abidjan et à Bouaflé	Obtenir 2 centres de formation Continue opérationnels	DGI	31 décembre	Nombre de CDI construits / nombre de CDI prévus	NON : 1 réalisé centre sur 2 : Aménagement Centre de Formation d'Abidjan Plateau (Cf. PV de réception définitive)	5/10
29/ Construire un Centre d'Archivage et de Documentation à Abidjan	Disposer d'une base de données	DGI	31 décembre	Niveau d'évolution des travaux	NON : Terrain acquis (bon de commande pour la construction de la clôture de Centre d'Archivage de la Riviera Palmeraie, produit)	2/10

ELEMENTS D'APPRECIATION	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME

Politique d'Action 6 : Renforcer le Contrôle Interne et le Contrôle de Gestion

30/ Mettre en place un Comité d'Audit	Renforcer l'indépendance de la fonction Audit	BNI	30 juin	Niveau de réalisation du programme d'activités du Comité	OUI : Comité d'Audit créé (Cf. Plan d'action Audit général 2006 - 2007 et compte rendu des réunions du 19 avril et 25 juin 2007)	10/10
31/ Axer le contrôle de gestion sur 3 postes (suivi budgétaire, produits et charges bancaires, frais généraux)	Obtenir une gestion optimale des ressources	BNI	31 décembre	- Niveau des consommations budgétaires - Niveau des charges et produits bancaires - Niveau de consommation des frais généraux	OUI : Contrôle fait au 30 novembre 2007 (Cf. Liasse mensuelle de contrôle de gestion à fin novembre 2007)	10/10
32/ Mettre en place les outils de contrôle interne et d'évaluation des actions	Faire respecter les procédures établies par 90% des services	FNS	30 juin	Nombre de services qui fonctionnent selon les procédures établies / nombre total de services	OUI : Manuel de procédures disponibles pour les 4 grandes Directions et les 9 services qui leur sont rattachés Rapport d'évaluation du service audit et contrôle interne produit	10/10
33/ Renforcer l'effectif des Contrôleurs Financiers	Recruter quatorze (14) nouveaux Contrôleurs Financiers	DGBF	31 décembre	Nombre de Contrôleurs Financiers recrutés / nombre prévu	OUI : 15 Contrôleurs Financiers recrutés (Cf. acte de proclamation des résultats n° 046/MEF/DGBF/DCF du 31 mai 2007)	10/10
34/ Redéployer progressivement les Contrôleurs Financiers sur toute l'étendue du territoire national	Assurer le contrôle des dépenses sur toute l'étendue du territoire national	DGBF	31 décembre	Ratio de Contrôleurs Financiers affectés à l'intérieur du pays au nombre total de Contrôleurs Financiers nécessaires pour l'intérieur	NON : 3 Contrôleur Financier affecté à Bouaké, Korhogo et Man ; mais attente de l'acte de nomination des 15 nouveaux ; pas de certificats de prise de service	5/10

ELEMENTS D'APPRECIATION POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS MESURABLES	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE MESURE	PREUVES DE REALISATION	BAREME
35/ Conduire 8 missions dans 2 Directions Générales, 2 Structures sous tutelle, 2 SODE et 2 SPFP	Produire un état de suivi évaluation des services concernés	IGF	31 décembre	Nombre de services vérifiés / nombre total de services prévus	NON : Aucune mission diligentée, mais 7 TDR de suivi sur 8 prévus	0/10
36/ Réaliser 5 missions d'audits	Exécuter à 100% le programme 2007 des missions d'audits	IGF	31 décembre	Pourcentage de réalisation	OUI : 10 missions réalisées : BNI (8 fonds audités), Assemblée Nationale (rapports produits); SONATT (TDR élaboré)	10/10
37/ Réaliser les 3 audits : - Frais de scolarité versés aux établissements privés d'enseignement supérieur technique - Gestion des heures complémentaires des Universités et des Grandes Ecoles et des paiements de droits aux étudiants de l'Université délocalisée de Bouaké - Gestion des indemnités de chômage 2000-2006	Apprécier les réalisations au regard des dotations budgétaires	DGBF	31 décembre	Nombre d'audits réalisés / nombre prévu	OUI : 2 audits réalisés sur 3 pour les frais de scolarité et la gestion des heures supplémentaires Gestion des indemnités de chômage 2000 - 2006 : mission différée	7/10
38/ Mener une mission d'Inspection auprès de 2 structures : - l'INPHB de Yamoussoukro - CROU d'Abidjan	Evaluer l'efficacité de la gestion financière au regard des objectifs et des dotations	DGBF	31 décembre	Nombre de missions conduites / nombre prévu	OUI : 2 Inspections réalisées : INPHB et tout le CROU (Cf. rapports)	10/10
TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 10						46,05/100

TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS SELON LE NOMBRE D' ACTIONS REALISEES

OBJECTIFS	NOMBRE TOTAL D' ACTIONS	NOMBRE D' ACTIONS REALISEES (note égal 10 sur 10)	NOMBRE D' ACTIONS PARTIELLEMENT REALISEES (note de 1 à 9 sur 10)	NOMBRE D' ACTIONS NON (note égal à 0 sur 10)
Objectif 1 : Définir une politique économique réaliste s'inscrivant dans l'anticipation et la proaction	11	3	5	3
Objectif 2 : Elaborer et conduire une politique budgétaire axée sur la performance	20	4	13	3
Objectif 3 : Affirmer la mission de surveillance et de protection du territoire économique national	11	3	7	1
Objectif 4 : Approfondir les reformes destinées à la relance de l'activité économique	27	12	10	5
Objectif 5 : Optimiser la gestion du portefeuille et de la trésorerie de l'Etat, confirmer la présence de l'Etat sur les marchés monétaire et financier et améliorer le niveau de bancarisation de l'économie	11	5	5	1
Objectif 6 : Renforcer les actions d'innovation des structures sous tutelle	66	32	16	18
Objectif 7 : Contribuer à la sécurisation de l'environnement des affaires	7	5	1	1
Objectif 8 : Fiabiliser le système d'informations économiques et financières	11	7	2	2
Objectif 9 : Mettre en œuvre les formations identifiées et améliorer les politiques de renforcement des capacités	12	7	2	3
Objectif 10 : Améliorer qualitativement la gestion administrative	38	15	10	13
TOTAL	214	93	71	50
	100%	43,46%	33,18%	23,36%

Source : Données de l'évaluation au 31 décembre 2007

III - DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

III.1 - DIFFICULTES RENCONTREES

L'évaluation du Plan d'Actions Stratégiques 2007 a permis de relever des difficultés relatives notamment à l'absence de priorisation des actions inscrites, à la définition des actions concrètes par les structures et à la survenance de nouvelles priorités.

a/ L'absence de priorisation par des actions inscrites au Plan d'Actions Stratégiques

Le Plan d'Actions Stratégiques, en tant que synthèse des actions prioritaires proposées par les services et structures sous tutelle, devrait faire l'objet d'une coordination interne au niveau de chaque entité. Au regard des nombreuses actions non entamées ou faiblement mises en œuvre, en dépit de leur importance avérée, il convient de noter un déficit de coordination au niveau des structures.

En outre, l'indisponibilité des points focaux aux séances d'évaluation et les multiples changements de représentants, ont fragilisé le suivi de la mise en œuvre des actions prévues. Cette situation n'est pas sans conséquence sur la cohésion et l'efficacité de l'équipe chargée de l'évaluation.

Par ailleurs, les preuves de réalisation, déterminantes pour la notation, sont souvent négligées. En effet, les points focaux ont exprimé des difficultés à réunir les éléments de preuve au sein de leur structure. De même, certains éléments de preuve, préalablement arrêtés de manière consensuelle, sont considérés comme confidentiels, rendant ainsi toute justification impossible. Il en résulte la mauvaise présentation des pièces justificatives et de fait, la perte de points.

b/ La définition d'un nombre pléthore d'actions concrètes par les structures

Dans la phase d'élaboration du plan d'actions, les services ont librement indiqué les actions concrètes qu'ils jugeaient pertinentes. L'évaluation a permis de mettre en exergue un nombre élevé d'actions concrètes pour certaines structures qui, face aux difficultés de mise en œuvre ou pour des raisons stratégiques, ont remplacé unilatéralement des actions inscrites par de nouvelles.

c/ La survenance de nouvelles priorités

Au cours de la gestion 2007, des actions capitales pour le Ministère de l'Economie et des Finances et pour le Gouvernement dans son ensemble, sont apparues après la finalisation du Plan d'Actions Stratégiques. Il s'agit notamment des négociations de programmes avec les partenaires au développement et des contraintes relatives à leur mise en œuvre, des efforts financiers liés à l'application de l'Accord Politique de Ouagadougou et des mesures exceptionnelles prises dans le cadre du programme de sortie de crise.

Ces nouvelles situations qui ont nécessité beaucoup d'efforts du Cabinet et des services du Ministère, c'est-à-dire, les mêmes acteurs chargés de la mise en œuvre et du suivi du Plan d'Actions stratégiques, ont parfois entraîné sa mise en veilleuse.

III.2 - RECOMMANDATIONS

a/ Le suivi de l'exécution du Plan

Le suivi de l'exécution du Plan d'Actions Stratégiques doit faire l'objet d'examens réguliers aux réunions des Comités de Direction des structures, pour constater et lever à temps, les obstacles éventuels.

De même, une communication interne assidue devrait éviter l'exécution parcellaire des actions inscrites et les difficultés de collecte des informations ou éléments de preuves de réalisation par le point focal.

Pour éviter les changements réguliers de représentants des structures, un arrêté pourrait être pris pour nommer les membres du Comité de suivi et d'évaluation du Plan d'Actions Stratégiques, afin de faciliter l'accomplissement de leurs missions.

S'agissant des questions relatives à la confidentialité de certaines preuves de réalisation, il serait important que le Comité d'évaluation se réunisse pour valider le projet de Plan d'Actions Stratégiques 2008, avant sa publication.

Enfin, pour l'efficacité de l'évaluation, il serait souhaitable que le Comité procède à une évaluation sur place, en présence du responsable de chaque structure.

b/ L'élaboration de plans d'actions sectoriels

Pour assurer un meilleur suivi et une plus grande appropriation du Plan d'Actions Stratégiques, une solution alternative efficace serait, pour chaque structure, d'adopter des plans d'actions sectoriels, intégrant les actions concrètes du Plan d'Actions Stratégiques du Ministère.

Ces plans transmis au Cabinet du Ministre en début d'exercice, devront également faire l'objet d'évaluation semestrielle. Ce processus interne contribuera fortement à la réalisation des objectifs du Ministère et facilitera l'évaluation de son Plan d'actions, notamment en ce qui concerne la mise à disposition de preuves de réalisation.

c/ La définition des actions concrètes par les structures

Les structures devraient restées dans la logique d'indication des actions novatrices majeures, au titre de l'année en cours. Cela permettrait d'éviter un nombre pléthorique d'actions, parfois difficiles à mettre en œuvre et à évaluer.

De plus, la preuve de réalisation doit être appréciée comme l'élément fondamental dans la mise en œuvre des actions concrètes. C'est pourquoi, chacune de ces actions doit être définie en tenant compte de leur importance, de sorte à éviter tout remplacement en cours de gestion.

A ce sujet, un atelier de validation regroupant tous les points focaux, serait nécessaire pour adopter un document définitif consensuel.

d/ La présentation des résultats de l'évaluation

Au regard des difficultés susmentionnées, il est souhaitable que les résultats de l'évaluation à mi parcours fassent l'objet de restitution, avec la participation des plus hautes autorités du Ministère. Cet exercice permettra de relancer la mise en œuvre et de rattraper les retards constatés au cours du premier semestre de l'année en cours.

Enfin, il pourrait être envisagé de revoir le mode de présentation des résultats de l'évaluation qui ne met pas en exergue les efforts importants déployés par certaines structures. Dans ce cadre, au cours de l'atelier bilan de l'année, une mention spéciale pourrait être adressée aux structures ayant obtenu les meilleurs résultats.

CONCLUSION



a présente évaluation laisse apparaître la nécessité d'attirer l'attention du Cabinet et des différentes structures, sur le faible niveau d'exécution du Plan d'Actions Stratégiques 2007.

En effet, le taux global d'exécution de **58,83%** au 31 décembre 2007 est en régression de **13,64** points par rapport à celui de 2006 qui était de **72,47%**. Cela traduit des difficultés liées à l'appropriation de cet outil de gestion.

Il est donc indispensable de donner une nouvelle dynamique à cet instrument qui intègre à la fois la culture de l'auto-évaluation, l'efficacité en matière de gestion et la transparence dans les actes administratifs, éléments concourant à l'instauration de la bonne gouvernance dans la gestion économique et financière.

A cette fin, l'année 2008, placée sous le signe de la normalisation de toutes les procédures de gestion, devra être marquée par un engagement plus prononcé et une meilleure coordination, dans la mise en œuvre du Plan d'Actions Stratégiques, pour lui permettre de jouer efficacement son véritable rôle de catalyseur des efforts individuels et collectifs des acteurs du Département.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACCD	: Agence Comptable Centrale des Dépôts
ALR	: Avant La Réunion
APBEF-CI	: Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire
APE	: Accords de Partenariat Economiques
AUPC	: Assistance d'Urgence Post Conflit
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BHCI	: Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire
BNI	: Banque Nationale d'Investissement
BRS	: Banque Régionale de Solidarité
CCIA	: Centre de Commerce Internationale d'Abidjan
CCM	: Communication en Conseil des Ministres
CCMP	: Commissions Consultatives des Marchés Publics
CDI	: Centre Des Impôts
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CE	: Communauté Européenne
CNCE ou CE	: Caisse Nationale des Caisses d'Epargne ou La Caisse d'Epargne
CEDEAO	: Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGA	: Centre de Gestion Agréé
CIEF	: Centre d'Informations Economiques et Financières
CR	: Compte Rendu

CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales
CROU	: Centre Régional des oeuvres Universitaires
DAAF	: Direction des Affaires Administratives et Financières
DAI	: Déclaration Anticipée d'Importation
DC	: Direction Centrale
DGBF	: Direction Générale du Budget et des Finances
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGP	: Démarche Globale de Progrès
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DMP	: Direction des Marchés Publics
DR	: Direction Régionale
DUS	: Droit Unique de Sortie
EPN	: Etablissement Public National
FAF-UEMOA	: Forum des Administrations Fiscales de l'UEMOA
FDFP	: Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
FNS	: Fonds National de Solidarité pour la Promotion d'Emplois Jeunes
GAB	: Guichet Automatique de Banque

IADM : Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale

IGF : Inspection Générale des Finances

IGR : Impôt Général sur le Revenu

IGSF : Inspection Générale des Services Fiscaux

INP-HB : Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny

IRVM : Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières

ITS : Impôt sur les Traitements et Salaires

LONACI : Loterie Nationale de Côte d'Ivoire

MAE : Ministère des Affaires Etrangères

NEPAD : Partenariat pour le Développement de l'Afrique

PAS : Plan d'Actions Stratégiques

PCS : Prélèvement Communautaire de Solidarité

PER : Programme Economique Régional

PLR : Pendant La Réunion

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PV : Procès-verbal

RICI-EPN : Réseau Informatique de Comptabilité Intégrée des EPN

SIGFAE : Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat

SIGFiP : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

SIGMAP : Système Intégré de Gestion des Marchés Publics

SNDI : Société Nationale de Développement Informatique

SODE : Société d'Etat

SPFP : Société à Participation Financière Publique

SRID : Services des Recettes des Impôts Divers

SYDAM : Système de Dédouanement Automatisé de Marchandises

TDR : Termes De Référence

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



ZEN Création

Graphisme - Edition - Cadeaux d'Entreprise - Régie Publicitaire - Site web

• 06 B.P. 1404 Abidjan 06 • Tél.: (225) 22.42.40.90 / 22.42.52.15 • Fax : (225) 22.42.63.19
• info@zen-creation.net • www.zen-creation.net